



## **PREFECTURE DU GARD**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES  
ET SOCIALES DU GARD**

**Nîmes, le 19 décembre 2008**

**Le préfet du Gard  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du mérite**

### **ARRÊTÉ n° 2008-354-5**

**Portant déclaration d'utilité publique du projet présenté par la Compagnie Nationale  
d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc :**

- **de prélèvement d'eau superficielle sur le territoire de la commune de MUS au titre de l'article L 215-13 du code de l'environnement, ainsi que des travaux associés à ce prélèvement**
- **d'instauration des périmètres de protection pour le captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » au titre des articles L 1321-1 à L 1321-8 du code de la santé publique**

**Portant autorisation de fournir à la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX de l'eau brute superficielle destinée à la production d'eau destinée à la consommation humaine**

#### **Déclarant cessibles les terrains nécessaires à l'opération**

- VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L 11-1 à L 11-9 et R 11-1 à R 11-18 ;
- VU** le code de l'environnement et notamment l'article L 215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, L 214-8, et R 214-1 à R 214-109 ;
- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, L 1324-3 et L 1324-4, R 1321-1 à R 1321-61 et D 1321-103 à D 1321-105 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2224-10 ;
- VU** le code rural (nouveau) et notamment ses articles L 152-13 et R 152-25 ;
- VU** le code civil et notamment son article 640 ;

- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 126-1 et R 126-1 et R 126-2 ;
- VU le décret du 19 octobre 1962 portant autorisation de prélèvement d'eau dans le fleuve le Rhône par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc ;
- VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R 1321-2, R 1321-3, R 1321-7 et R 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R 1321-10, R 1321-15 et R 1321-16 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R 1321-6 à R 1321-12 et R 1321-42 du code de la santé publique ;
- VU l'examen du SDAGE Rhône-Méditerranée et Corse approuvé par l'arrêté n° 96-652 du 20 décembre 1996 du préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée et Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 93-1984 du 30 août 1993 portant autorisation de distribution d'eau superficielle fournie par le Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, après traitement approprié, pour la consommation humaine par la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX ;
- VU l'arrêté interdépartemental n° 2001-I-1637 des 12 et 23 avril 2001 portant déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et de l'instauration des périmètres de protection de la « prise d'eau superficielle de MEJANELLE » implantée sur le territoire de la commune de MAUGUIO dans le département de l'Hérault ;
- VU la décision du Directoire de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas Rhône et du Languedoc (BRL) du 17 juillet 2006 demandant :
- de déclarer d'utilité publique le prélèvement d'eau superficielle pour la consommation humaine sur le territoire de la commune de MUS, ainsi que les travaux associés à ce prélèvement,
  - l'autorisation de créer les périmètres de protection du captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » ;

- VU le dossier préparé par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, daté de juin 2006 et soumis à l'enquête publique ;
- VU la notice explicative du service instructeur du 14 septembre 2007 ;
- VU le rapport de Monsieur Alain PAPPALARDO, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique par le Ministère chargé de la Santé, en date de décembre 2004, relatif la protection du captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » et établi préalablement à l'enquête publique et ce, en application de l'article R 1321-6 du Code de la Santé Publique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2007 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'enquête parcellaire ;
- VU les résultats des enquêtes publiques qui se sont déroulées du 2 janvier 2008 au 1<sup>er</sup> février 2008 ;
- VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur du 26 mars 2008 ;
- VU l'avis du conseil général du Gard du 29 octobre 2007 ;
- VU l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 4 octobre 2007 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune d'AIGUES-VIVES du 10 janvier 2008 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de CODOGNAN du 3 mars 2008 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX du 5 décembre 2007 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de LE CAILAR du 7 février 2008 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de MUS du 29 janvier 2008 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de VAUVERT du 28 janvier 2008 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de VERGEZE du 30 janvier 2008 ;
- VU la délibération du conseil municipal de la commune de VESTRIC-ET-CANDIAC du 29 février 2008 ;
- VU le rapport du service instructeur du 24 novembre 2008 ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en date du 9 décembre 2008 ;

**CONSIDERANT** que les moyens dont la mise en œuvre est projetée par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL) sont de nature à garantir la salubrité publique en fournissant au niveau de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » une eau brute destinée à la potabilisation conforme à la réglementation sanitaire en vigueur et ce, en quantité suffisante.

**Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Gard,**

## **ARRÊTE**

### **DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

#### **Article 1**

Sont déclarés d'utilité publique :

- le prélèvement d'eau superficielle pour la consommation humaine, après traitement, sur le territoire de la commune de MUS, ainsi que les travaux associés à ce prélèvement,
- la délimitation et la création des périmètres de protection du captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE ».

En conséquence, la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL) est autorisée à acquérir par voie d'expropriation les terrains et les servitudes nécessaires sur le territoire des communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLE-GARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC pour la mise en conformité de ce captage.

Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement de potabilisation au lieu-dit « La Fontanisse » de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX, la présente autorisation accordée à BRL sera à reconsidérer.

#### **Article 2 : Localisation et caractéristiques du captage**

Le captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » exploite des eaux superficielles prélevées dans le Rhône.

Cette prise d'eau porte le n° 09655X0258 dans la Banque du Sous-Sol (BSS) du BRGM.

Les coordonnées topographiques (Lambert zone II étendu) de ce captage sont :

**X = 751 230**

**Y = 1 859 880**

**Z = 17 m NGF**

Situation cadastrale : parcelle n° 25a, section AL, lieu-dit « Le Plan », de la commune de MUS.

### **Article 3 : Capacité de prélèvement autorisée**

Le débit maximum d'exploitation autorisé, pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par le captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » est de **180 m<sup>3</sup>/h**.

Un système de comptage adapté permettra de vérifier en permanence les valeurs des débits prélevés conformément à l'article L 214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

### **Article 4 : Périmètres de protection du captage**

Des Périmètres de Protection Immédiate, Rapprochée et Eloignée seront établis de l'aval immédiat du captage dit « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » jusqu'à la prise d'eau dans le Rhône à FOURQUES.

Ces périmètres seront situés, pour l'essentiel, dans l'emprise du domaine public concédé à la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

En complément, un plan d'alerte et d'intervention a été prescrit. Ce plan est décrit dans l'article 9 du présent arrêté.

Les Périmètres de Protection Immédiate et Rapprochée s'étendront conformément aux plans portés en **ANNEXES 2 et 3a à 3i**.

La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc devra fournir aux Collectivités qui lui en feront la demande des extraits du plan de ces périmètres de protection à une échelle appropriée et ce, sous format papier ou informatique.

*Des précautions devront être prises pour éviter tout retour d'eau polluée dans la canalisation reliant la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à la station de potabilisation de « La Fontanisse » sur le territoire de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX.*

Les merlons dont la réalisation est prévue ou envisagée en zone inondable dans le Périmètres de Protection Immédiate et dans le Périmètre de Protection Rapprochée, relèveront de la rubrique 3.2.2.0. de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration précisées dans l'article R 214-1 du code de l'environnement pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 dudit code. A ce titre, ces ouvrages feront l'objet d'un dossier technique qui sera soumis à l'avis du service chargé de la Police de l'Eau.

#### **Article 4.1. : Périmètre de Protection Immédiate de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »**

Il sera constitué par une aire délimitée sur le plan parcellaire reporté en **ANNEXE 2**. Il comprendra une partie des parcelles n° 23 et n° 25, section AL, lieu-dit « Le Plan », de la commune de MUS. Ce périmètre devra rester propriété de Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

Ce Périmètre sera limité à l'est par le pont de la route national n° 113.

Les ouvrages permettant d'assurer la protection sanitaire de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » respecteront les principes suivants :

- Afin d'empêcher efficacement l'accès du Périmètre de Protection Immédiate par des tiers et des animaux, ce périmètre sera maintenu clos. La clôture pourra être constituée de mailles carrées (6 cm) à gros fils (4 mm) sur une hauteur de 2 mètres posée sur une bordure en béton de 0,40 mètres de hauteur et avec scellement tous les 2,5 mètres. Il sera laissé à BRL l'opportunité de mettre en place une clôture présentant des caractéristiques au moins équivalentes. Cette clôture sera munie d'un portail disposant d'une serrure de sûreté.
- Le pont sur la route nationale n° 113 sera aménagé de façon à ce qu'aucun pluvio-lessivat de la plate-forme routière ne pénètre dans le canal.
- Des fossés ou des merlons complémentaires pourront être mis en place pour empêcher les intrusions d'écoulements gravitaires issus de l'extérieur du Périmètre de Protection Immédiate. La réalisation de merlons devra faire l'objet d'un avis préalable du service chargé de la Police de l'Eau.
- Dans ce périmètre, seules seront autorisées les activités liées à l'alimentation en eau potable et à condition qu'elles ne provoquent pas de pollution de l'eau captée. Seront notamment interdits les dépôts et les stockages de matériaux et de produits non nécessaires à l'exploitation des ouvrages de captage et le garage de véhicules. Son accès sera réservé aux agents chargés de l'entretien des ouvrages et à ceux procédant aux mesures de contrôle et aux prélèvements d'eau.
- L'accès des véhicules dans le Périmètre de Protection Immédiate sera interdit sauf nécessité de service impérieuse.
- La végétation présente sur le site sera entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique).
- L'emploi de désherbants y sera interdit.
- La végétation, une fois coupée, devra être extraite de l'enceinte du Périmètre de Protection Immédiate.
- Le Périmètre de Protection Immédiate et la station de pompage (également située sur la parcelle n° 25, section AL) seront soigneusement entretenus et feront l'objet d'une surveillance soutenue de la société missionnée à cet effet par BRL. La station de pompage sera dotée d'une alarme anti-intrusion.

#### **Article 4.2. : Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »**

Le Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » sera situé sur le territoire des communes suivantes :

- AIGUES-VIVES : section E, n° 294 (partie), 443, 445, 447, 582 (partie),
- CODOGNAN :
  - section AA, n° 34, 38 (partie) et 49,
  - section AL, n° 45,
  - section AM, n° 45 et 46,

- section AN, n° 2, 3 et 17,
- LE CAILLAR : section E, n° 53, 55, 71, 74, 75, 77, 78, 79 (partie), 80, 82 (partie), 83 (partie), 84 (partie), 230, 236, 238, 239, 241, 246, 248 (partie), 251 (partie), 254, 255, 257, 258, 260, 263, 266, 267, 272 et 290,
- VAUVERT :
  - section AB, n° 24 (partie) et 92,
  - section AC, n° 26 (partie),
  - section AL, n° 61,
  - section AN, n° 144,
  - section AO, n° 15,
  - section AT, n° 13,
  - section AX, n° 1 (partie),
  - section AZ, n° 7 (partie),
  - section BS, n° 6,
  - section BT, n° 79 (partie),
  - section BV, n° 57, 58, 59 et 96 (partie),
  - section BW, n° 15,
  - section CO, n° 12, 45 et 54,
  - section CS, n° 34 et 35,
  - section DA, n° 1, 2, 9, 10 et 11,
- VERGEZE :
  - section AV, n° 71,
  - section AW, n° 3, 4, 5, 34, 44, 45, 56 (partie) et 57,
- VESTRIC-ET-CANDIAC :
  - section AZ, n° 18 et 38.

*Les parties de parcelles n° 23 et 25, section AL, de la commune de MUS, constitutives du Périmètre de Protection Immédiate, ne sont pas répertoriées parmi celles qui constitueront le Périmètre de Protection Rapprochée.*

*Ce Périmètre de Protection Rapprochée traversera en aérien ou en souterrain des voiries (nationale, départementales ou communales) et, en siphon, le cours d'eau « le Vistre ». Ces voiries et ce cours d'eau ne sont pas cadastrés.*

Les parcelles constituant ce Périmètre de Protection Rapprochée sont, pour l'essentiel, propriétés de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL)

Ces parcelles sont situées de part et d'autre du Canal BRL et entre la station d'alerte du Mas Neuf (commune de VAUVERT) et la prise d'eau superficielle de la VAUNAGE (commune de MUS).

Ce Périmètre de Protection Rapprochée aura pour vocation :

- de permettre à BRL et à l'exploitant du réseau d'eau destinée à la consommation humaine de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX, une intervention dans un délai suffisant après le constat d'un défaut de qualité par la station d'alerte du Mas Neuf,
- de prendre des mesures appropriées pour limiter les risques de pollutions chroniques, accidentelles et/ou intentionnelles entre la station d'alerte du Mas Neuf et la prise d'eau superficielle de la VAUNAGE.

**A ce titre, tous les travaux envisagés dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » devront faire l'objet d'une autorisation préalable de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.**

Dans ce Périmètre de Protection Rapprochée, les dispositions suivantes seront prises :

1/ interdire toute activité pouvant contribuer à altérer la qualité des eaux et en particulier :

- tout déversement de matières, d'objets ou de produits polluants dans le canal et ses abords immédiats : déversements d'origine agricole, industrielle, domestique, chute d'engins, dépôts de déchets ;
- toute activité autre que celle dévolue à l'entretien du canal, sauf autorisation de passage spécifique,
- la présence d'animaux (chevaux, taureaux, etc.),
- l'usage de produits phytosanitaires (pesticides) pour l'entretien des parcelles comprises dans le Périmètre de Protection Rapprochée.

2/ interdire tous les accès sur les chemins de desserte qui longent le canal. Cette interdiction de passage concernera, en particulier, le canal dans sa traversée du chef-lieu de la commune de VAUVERT.

*L'accès ne sera permis :*

- *qu'à des services extérieurs à la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, en particulier aux services de secours, que sur la base d'une convention écrite et signée entre ces services et BRL ;*
- *qu'aux propriétaires riverains nommément désignés pour leur permettre l'exploitation de leurs terrains.*
- *qu'aux utilisateurs de la « voie verte » le long du canal entre Gallician et le chef-lieu de la commune de VAUVERT dans les conditions suivantes :*
  - ✓ *réserver cet itinéraire à la randonnée pédestre ou cycliste,*
  - ✓ *interdire le passage aux engins motorisés,*
  - ✓ *interdire les aires de pique-nique,*
  - ✓ *mettre en place des panneaux d'information du public.*

L'interdiction de passage sera précisée par des panneaux portant les mentions suivantes :

« Propriété privée. Circulation interdite. Pêche et baignade interdites ».

3/ sécuriser les traversées routières et les routes qui longent le canal par tous dispositifs jugés nécessaires pour prévenir les risques de pollutions. Ces dispositifs consisteront en particulier à :

- aménager, en concertation avec le Conseil Général du Gard, le giratoire entre les routes départementales n° 135 et 139 et le pont permettant le franchissement du canal par la route départementale n° 135 (sur le territoire de la commune de VESTRIC-ET-CANDIAC) dans les conditions suivantes :
  - ✓ conserver les glissières de sécurité existantes et mettre en place des glissières de sécurité supplémentaires,
  - ✓ assurer la collecte des eaux de ruissellement et des polluants répandus sur la chaussée et leur évacuation, après réhabilitation de fossés, en dehors du canal.

- mettre en place des installations analogues au niveau des ouvrages de franchissement routiers concernant les autres routes départementales (ou leur prolongement en zone urbaine) suivantes (d'amont en aval) :
  - ✓ n° 779
  - ✓ n° 6972
  - ✓ n° 352 (chemin d'Anglas)
  - ✓ n° 56
  - ✓ n° 979
  - ✓ n° 104
  - ✓ n° 1
- mettre en place des installations analogues concernant le franchissement du canal par le chemin du Moulin d'Etienne appartenant à la voirie communale de VAUVERT,
- prévenir les pollutions à partir des autres ponts situés dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée par des installations analogues à celles mentionnées ci-dessus et en réservant l'usage de ces ponts à des ayant-droits clairement identifiés par BRL,
- interdire le stationnement sur les ponts sauf nécessité avérée.

4/ dans les zones où le canal passe en siphon tous les travaux de terrassements, forages curages, injections, etc. seront interdits dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée sans autorisation préalable de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc, laquelle précisera les conditions de réalisation de ces travaux si elle les autorise.

5/ la réalisation de la voie ferrée de contournement de NÎMES et MONTPELLIER nécessitera un franchissement du canal au droit du lieu-dit « Le Moulin d'Arnaud » sur le territoire de la commune de VERGEZE. Un arrêté préfectoral spécifique précisera les conditions de réalisation et d'exploitation de ce franchissement. Sauf dispositions contraires dudit arrêté, la réalisation de cet aménagement ferroviaire respectera les prescriptions suivantes :

*En phase travaux, les mesures suivantes seront prises :*

- mise en place d'une station d'alerte comprenant un détecteur de toxicité globale et un détecteur d'hydrocarbures,
- réalisation de prélèvements réguliers par un échantillonneur automatique suivi d'analyses d'eau,
- établissement d'un plan spécifique de circulation sur le chantier,
- mise à disposition de pompes et de barrages flottants pour une intervention rapide en cas d'incident,
- interdiction de mise en place d'installations de chantier et de centrales à béton à proximité du canal,
- collecte, traitement et évacuation des eaux de ruissellement et pluviales en dehors du Périmètre de Protection Rapprochée,
- collecte et évacuation de tous les déchets du chantier en dehors du Périmètre de Protection Rapprochée,
- en cas d'incident :
  - un prélèvement sera réalisé sur le site et analysé par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé,
  - les barrages flottants et les installations de pompage seront mis en service,
  - le bief du canal concerné par cet incident sera isolé.

6/ Les fossés existants devront être entretenus de façon satisfaisante afin de limiter les risques de déversement pluvial dans le canal et ce, en concertation avec les maires des communes concernées et les riverains. Il sera fait application, sauf accord amiable avec les riverains, des articles L 152-13 et R 152-25 du Code Rural (nouveau). Ces articles précisent les servitudes de passage d'engins mécaniques sur les terrains bordant des canaux d'irrigation pour permettre l'entretien de certains émissaires d'assainissement n'ayant pas le caractère de cours d'eau naturel. L'article 640 du Code Civil pourra également s'appliquer.

7/ Toutes modifications du tracé des voies de communication existantes et de leurs conditions d'utilisation, dans l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée, feront l'objet d'une autorisation préalable de BRL.

8/ Dans les zones qui jouxtent le Périmètre de Protection Rapprochée, la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc sera associée à l'élaboration des projets et documents d'urbanisme dans les communes visées dans l'**article 1** du présent arrêté.

9/ La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc sera associée et participera aux démarches qui visent à limiter les risques d'inondation, en particulier dans les secteurs suivants :

- chef-lieu de la commune de VAUVERT,
- chef-lieu de la commune de CODOGNAN,
- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : implantation de VERGEZE de la Société NESTLE WATERS SUPPLY et implantation de VAUVERT de CONSERVES-FRANCE SA.

10/ La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc devra mener à terme les travaux qu'elle a engagés dans les biefs 4 à 7 (entre la station d'alerte du Mas Neuf et la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »).

Des servitudes seront instituées sur les parcelles du Périmètre de Protection Rapprochée mentionnées ci-dessus et reportées en **ANNEXE 3a à 3i** du présent arrêté.

La totalité de l'emprise du Périmètre de Protection Rapprochée devra constituer une zone spécifique de protection de captage public d'eau potable dans les documents d'urbanisme (plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme) des communes d'AIGUES-VIVES, CODOGNAN, LE CAILAR, MUS, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC.

#### **Article 4.3. : Périmètre de Protection Eloignée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »**

Le Périmètre de Protection Eloignée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » concernera l'emprise des canaux de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc entre la prise d'eau dans le Rhône à FOURQUES et la station d'alerte du Mas Neuf à VAUVERT. Il est représenté en **ANNEXE 1** du présent arrêté.

Ce Périmètre de Protection Eloignée concernera les communes de BEAUVOISIN, BELLE-GARDE, FOURQUES, SAINT-GILLES et VAUVERT (en amont de la station d'alerte du Mas Neuf).

Les prescriptions du plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution décrites dans l'article 9 du présent arrêté seront mises en œuvre dans ce périmètre de protection.

## ARTICLE 5 : Surveillance de la qualité de l'eau

La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc assurera un suivi de la qualité des eaux brutes.

Deux stations d'alerte permettront une intervention rapide en cas de pollution :

- une à Pichegu (sur le territoire de la commune de BELLEGARDE) avant desserte de l'ensemble des canaux de cette compagnie,
- une au Mas Neuf (sur le territoire de la commune de VAUVERT), cette station constituant la limite est du Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE ».

Ces deux stations comprendront un suivi de la turbidité et du pH ainsi qu'un TRUITOMETRE.

Celle de Pichegu comportera également un analyseur de Carbone Organique Total (COT). Des mesures complémentaires pourront être prévues ultérieurement

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, BRL préviendra la DDASS dès qu'elle en aura connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires pourront être prescrites aux frais de l'exploitant.

Les dysfonctionnements des stations d'alerte et les résultats des mesures, analyses et tests seront enregistrés et tenus trois ans à disposition du service chargé du contrôle.

## ARTICLE 6 : Contrôle de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau sera contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur et mis en œuvre par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé. Les frais d'analyses et de prélèvements seront à la charge de l'exploitant selon les tarifs et modalités également fixés par la réglementation en vigueur.

Les contrôles réglementaires seront réalisés aux points suivants identifiés dans le fichier SISE-Eaux de la DDASS :

Installations				Points de surveillance		
Type	Code	Nom	Classe	Code PSV	Nom	Type
CAP	000510	PRISE BRL DE LA VAUNAGE	2 000 à 5 999 m <sup>3</sup> /j	0000000570	PRISE BRL DE LA VAUNAGE	P
				0000001276	STATION DE GALLARGUES / EAU BRUTE	S
TTP	000511	PRODUCTION DE GALLARGUES	1 000 à 2 999 m <sup>3</sup> /j	0000000571	PRODUCTION DE GALLARGUES	P
UDI	000512	GALLARGUES-LE-MONTUEUX	2 000 à 4 999 habitants	0000000573 (*)	MAIRIE DE GALLARGUES-LE-MONTUEUX	P

(\*) : non compris les points secondaires du réseau de distribution

Le tableau ci-dessus distingue :

- les analyses d'eaux brutes (notées CAP pour « captage ») qui seront à la charge financière de BRL,
- les analyses d'eau après traitement (TTP) et en distribution (UDI) qui seront à la charge financière de l'exploitant du réseau d'eau destinée à la consommation humaine de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX.

Le contrôle sanitaire comprendra un suivi renforcé de la **turbidité**.

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application du code de la santé publique et du code de l'environnement auront constamment libre accès aux installations. Les exploitants concernés transmettront à ces services les analyses réalisées dans le cadre de l'autosurveillance des installations.

## **ARTICLE 7 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

Les possibilités de prélèvements d'eau brute seront assurées :

- par un robinet permettant le prélèvement de l'eau dans l'enceinte de la station de pompage de la VAUNAGE, elle-même située à proximité immédiate de la prise d'eau,
- par un robinet permettant le prélèvement de l'eau à l'entrée de la station de potabilisation de « la Fontanisse » sur le territoire de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX.

Les robinets de prélèvement devront permettre :

- le remplissage des flacons : hauteur libre d'au moins 40 cm entre le robinet et le réceptacle permettant l'évacuation des eaux d'écoulement à l'extérieur du bâti,
- le flambage du robinet,
- l'identification de la nature et de la provenance de l'eau qui s'écoule (panonceau, plaque gravée).

## **ARTICLE 8 : Information sur la qualité de l'eau distribuée**

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir la DDASS sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée seront portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur par la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX ou par l'exploitant de son réseau d'eau potable. Ces bilans tiendront compte de l'existence de la station de traitement de l'eau brute située au lieu-dit « La Fontanisse » à GALLARGUES-LE-MONTUEUX.

## **ARTICLE 9 : Plan d'alerte et d'intervention en cas de pollution**

### **Article 9.1 : Remarques d'ordre général**

Ce plan d'alerte et d'intervention visera à limiter les conséquences d'une pollution :

- du Rhône avant la prise d'eau située au nord de la zone agglomérée de FOURQUES,

- du tronçon du canal de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc comprise entre le prélèvement dans le Rhône et la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à MUS.

Ce plan devra être compatible avec :

- les plans de secours départementaux établis par la Préfecture du Gard et portant sur les pollutions accidentelles des eaux intérieures et les perturbations importantes sur les réseaux d'eau potable. Il sera tenu tout particulièrement compte du document intitulé : « ORSEC DEPARTEMENTAL / Perturbations importantes sur un réseau de distribution d'eau potable ».
- l'article 11 de l'arrêté interdépartemental n° 2001-I-1637 du 23 avril 2001,
- le plan d'urgence interne portant sur la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » établi par BRL-Exploitation le 15 avril 2006 et ses mises à jour ultérieures.

Ce plan d'alerte et d'intervention sera mis à jour annuellement et devra être porté à la connaissance et validé par :

- le Service chargé de la Police de l'Eau,
- le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard.

Une surveillance des berges du canal, des installations de pompage et des stations d'alerte sera réalisée par une société missionnée par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc et par le personnel de BRL-Exploitation. *Cette surveillance portera en particulier sur les Périmètres de Protection Immédiate et Rapprochée et les stations de pompage utilisées à des fins de production d'eau destinée à la consommation humaine.*

Des installations d'alarmes anti-intrusions seront mises en place au niveau de la station de pompage de Pichegu (commune de BELLEGARDE) et de celle de la VAUNAGE (commune de MUS). Il en sera de même pour la station d'alerte du Mas Neuf (commune de VAUVERT). Ces installations d'alarmes seront reliées par télésurveillance aux services chargés de la sécurité et à BRL-Exploitation.

En cas de pollution accidentelle, la remise en service de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » ne pourra être effectuée qu'au vu d'une ou de plusieurs analyse(s), réalisée(s) par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de la Santé, attestant du retour à une qualité de l'eau brute la rendant apte à être potabilisée.

## **Article 9.2 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle du Rhône**

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution du Rhône, des dispositions spécifiques établies avec le service chargé de la Police de l'Eau.

L'alerte en cas de pollution du Rhône pourra être donnée par :

- les particuliers témoins d'une pollution,
- les industriels et les collectivités publiques impliqués dans une pollution accidentelle,
- la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) et Voies Navigables de France (VNF).

L'alerte sera transmise au Service de la Navigation Rhône-Saône et au Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard, lesquels auront en charge d'évaluer, en relation avec les autres services concernés, l'importance de la pollution et les me-

sures nécessaires à mettre en place. Le service chargé de la Police de l'Eau sera également averti s'il est distinct du Service de la Navigation cité ci-dessus.

Si l'importance de la pollution est avérée, le Préfet du Gard demandera à la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc de fermer sans délai la prise d'eau dans le Rhône.

### **Article 9.3 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir de la voirie nationale**

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution accidentelle de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir de la route nationale n° 113, des dispositions spécifiques établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec les services et collectivités suivants :

- Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED), agissant pour le Ministère chargé des Transports,
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Gendarmerie Nationale,
- Conseil Général du Gard,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

### **Article 9.4 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir de la voirie départementale**

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution accidentelle de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir de la voirie départementale, des dispositions spécifiques établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec les services et collectivités suivants :

- Conseil Général du Gard, propriétaire des infrastructures,
- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Gendarmerie Nationale,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

### **Article 9.5 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir des voiries communales et des voies de desserte**

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution accidentelle de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir des voiries communales et des voies de desserte, des dispositions établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec les maires de chacune des communes concernées et en relation avec les services suivants :

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Conseil Général du Gard,
- Gendarmerie Nationale,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

#### **Article 9.6 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir des dessertes ferroviaires**

Des dispositions spécifiques adaptées aux risques de pollutions accidentelles de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir des voies ferrées existantes ou à créer seront établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec, notamment, Réseau Ferré de France (RFF) et la Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF), ainsi qu'avec les services et collectivités suivants :

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Gendarmerie Nationale,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Conseil Général
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Ce plan sera mis à jour après réalisation de la ligne nouvelle de contournement ferroviaire de NÎMES et MONTPELLIER.

#### **Article 9.7 : Dispositions consécutives à une pollution accidentelle à partir de l'autoroute A54**

Le plan d'alerte et d'intervention prévoira, en cas de pollution accidentelle de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » à partir de l'autoroute A54, des dispositions spécifiques établies par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en concertation avec les Autoroutes du Sud de la France et les services et collectivités suivants :

- Service Interministériel de Défense et de Protection Civile de la Préfecture du Gard,
- Service chargé de la Police de l'Eau,
- Gendarmerie Nationale,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Conseil Général
- Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

#### **FORMALITES AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (articles L 214-1 à L 214-6)**

#### **ARTICLE 10 : Situation de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » par rapport au code de l'environnement**

Cette prise d'eau relève de la rubrique 1.2.1.0 visée dans l'article R 214-1 du code de l'environnement et ce, en application des articles L 214-1 à L 214-6 dudit code : « prélèvements et installations et ouvrages permettent le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau [...] ou dans un [...] canal alimenté par ce cours d'eau [...] »

Le débit maximal de prélèvement demandé pour la production d'eau destinée à la consommation humaine de 180 m<sup>3</sup>/h est en deçà du seuil de déclaration de 400 m<sup>3</sup>/h et très inférieurs à 2 % du débit d'étiage du Rhône.

En conséquence, ce prélèvement ne sera soumis ni à DECLARATION ni à AUTORISATION au titre des articles mentionnés ci-dessus du Code de l'Environnement.

Ce prélèvement est compatible avec le décret du 19 octobre 1962 portant autorisation de prélèvement d'eau dans le fleuve le Rhône par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

*La Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc a établi par ailleurs une déclaration de prélèvement d'eau de surface concernant la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » dans le cadre de l'ordonnance n° 2005-805 du 18 juillet 2005 et ce, avant le 31 décembre 2006.*

## **DISPOSITIONS DIVERSES**

### **ARTICLE 11 : Repérage kilométrique et hectométrique**

Des repères kilométriques et hectométriques seront matérialisés sur les bajoyers des canaux de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc.

### **ARTICLE 12 : Entretien des ouvrages**

Les ouvrages de captage et les dispositifs de protection seront régulièrement entretenus et contrôlés.

### **ARTICLE 13 : Respect de l'application du présent arrêté**

Le bénéficiaire de la présente autorisation veillera au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection. Les conditions de réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages, d'exécution de travaux ou d'exercice d'activités devront satisfaire aux prescriptions fixées par le présent arrêté.

### **ARTICLE 14 : Durée de validité**

Les dispositions du présent arrêté demeureront applicables tant que la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » participera à l'approvisionnement de la commune de GALLARGUES-LE-MONTUEUX dans les conditions fixées par celui-ci.

### **ARTICLE 15 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis au président de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc en vue :

- de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté et de sa notification sans délai aux propriétaires, autres que BRL, des parcelles concernées par le Périmètre de Protection Rapprochée dans les conditions définies dans le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007. Cet arrêté sera également transmis aux gestionnaires des voiries concernées par ce périmètre de protection.

- Les maires des communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC sont tenus de mettre à disposition du public par affichage en mairies pendant une durée de deux mois ledit arrêté portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation humaine.
- Le présent arrêté sera inséré dans les documents d'urbanisme des communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC. Le Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE » devra constituer une zone de protection spécifique dans les documents d'urbanisme d'AIGUES-VIVES, CODOGNAN, LE CAILAR, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC.
- Le procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage sera dressé par les soins des maires d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC.
- Un extrait de cet arrêté sera inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux ou régionaux.
- Le président de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc transmettra à la DDASS, dans un délai de 6 mois après la date de signature du présent arrêté, un document relatif à l'accomplissement des formalités relatives à :
  - la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le Périmètre de Protection Rapprochée, ainsi qu'aux gestionnaires des voiries concernées par ce périmètre de protection.
  - l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme des communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GALLARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC.

## **ARTICLE 16 : Délais de recours et droits des tiers**

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de NÎMES (16, avenue Feuchères / CS 88010 / 30941 NÎMES CEDEX 09) :

- en ce qui concerne la déclaration d'utilité publique :

En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative : par toute personne ayant intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie ;

- en ce qui concerne les servitudes d'utilités publiques :

En application de l'article R 421-1 du code de justice administrative : par les propriétaires concernés dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- en ce qui concerne le Code de l'Environnement :

En application des articles L 211-6, L 214-10 et L 216-2 du Code de l'Environnement :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers dans un délai de 4 ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## **ARTICLE 17 : Sanctions applicables en cas de non respect de la protection des ouvrages**

En application de l'article L 1324-3 du Code de la Santé Publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L 1324-4 du Code de la Santé Publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation ou de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité, dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, conduites, aqueducs, réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique, est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

## **ARTICLE 18 : prescriptions complémentaires**

1/ Un règlement d'eau, pris par un arrêté préfectoral complémentaire, précisera les conditions d'interventions de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc sur les différents ouvrages hydrauliques du canal.

2/ Un manuel de gestion des ouvrages sera élaboré par la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc et validé par le service chargé de la Police de l'Eau. Ce manuel précisera les différents seuils d'alerte et d'intervention de BRL en cas :

- de pollution du canal,
- ou de montée anormale des eaux dans le canal par :
  - débordement d'un cours d'eau,
  - ou intrusion d'eaux pluviales.

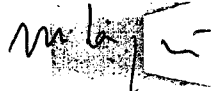
Ce document définira les opérations de gestion de crise appropriées à chacun des cas énoncés ci-dessus. Il reprendra, en particulier, le plan d'alerte et d'intervention établi en cas de pollution des eaux du canal.

## **ARTICLE 19**

La secrétaire générale de la préfecture, le président de la compagnie nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL), les maires de communes d'AIGUES-VIVES, BEAUVOISIN, BELLEGARDE, CODOGNAN, LE CAILAR, FOURQUES, GAL-LARGUES-LE-MONTUEUX, MUS, SAINT-GILLES, VAUVERT, VERGEZE et VESTRIC-ET-CANDIAC, le chef de la délégation inter services de l'eau, le directeur du service chargé de la police de l'eau, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur dé-

partemental de l'équipement, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard.

Le préfet  
Pour le Préfet,  
la secrétaire générale

  
**Martine LAQUIEZE**

### **Pièces annexées :**

- **ANNEXE 1** : Plan de situation des canaux de la Compagnie Nationale d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc dans le département du Gard
- **ANNEXE 2** : Périmètre de Protection Immédiate de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE »

- **ANNEXE 3a à 3i** :

Périmètre de Protection Rapprochée de la « prise d'eau superficielle de la VAUNAGE ». Ce périmètre est reporté sur le cadastre des communes mentionnées ci-dessous :

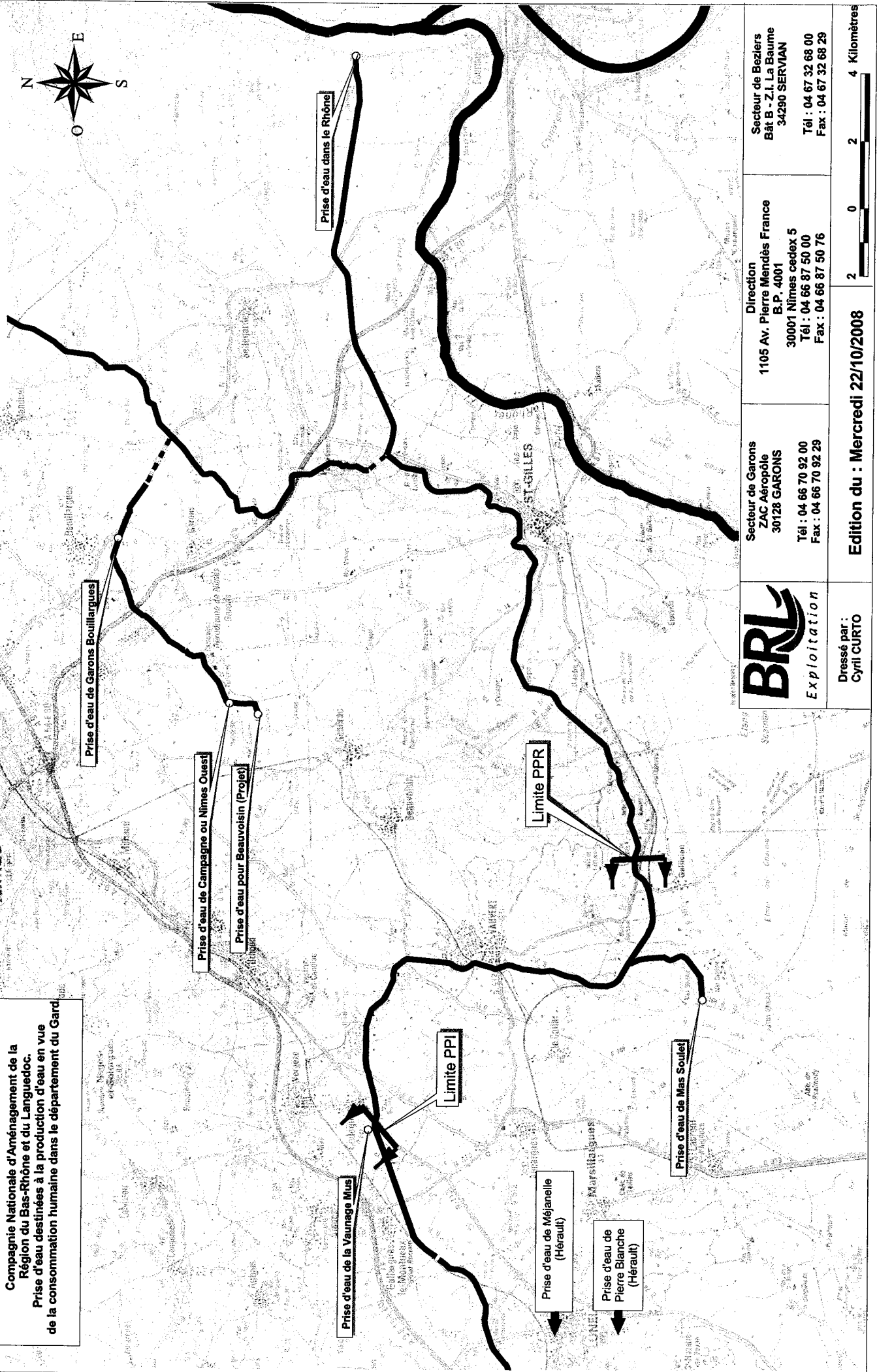
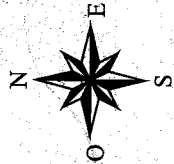
- **ANNEXE 3a** : AIGUES-VIVES
- **ANNEXE 3b** : CODOGNAN
- **ANNEXE 3c** : VERGEZE
- **ANNEXE 3d** : VESTRIC ET CANDIAC
- **ANNEXE 3e** : VAUVERT (plan n° 1)
- **ANNEXE 3f** : VAUVERT (plan n° 2)
- **ANNEXE 3g** : LE CAILAR
- **ANNEXE 3h** : VAUVERT (plan n° 3)
- **ANNEXE 3i** : VAUVERT (plan n° 4)



## ANNEXE 1

Compagnie Nationale d'Aménagement de la  
Région du Bas-Rhône et du Languedoc.  
Prise d'eau destinées à la production d'eau en vue  
de la consommation humaine dans le département du Gard.

# PLAN DE SITUATION



**BRL**  
Exploitation

Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS  
Tél : 04 66 70 92 00  
Fax : 04 66 70 92 29

Direction  
1105 Av. Pierre Mendès France  
B.P. 4001  
30001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers  
Bât B - Z.I. La Baume  
34290 SERVIAN  
Tél : 04 67 32 68 00  
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :  
Cyril CURTO

Edition du : Mercredi 22/10/2008

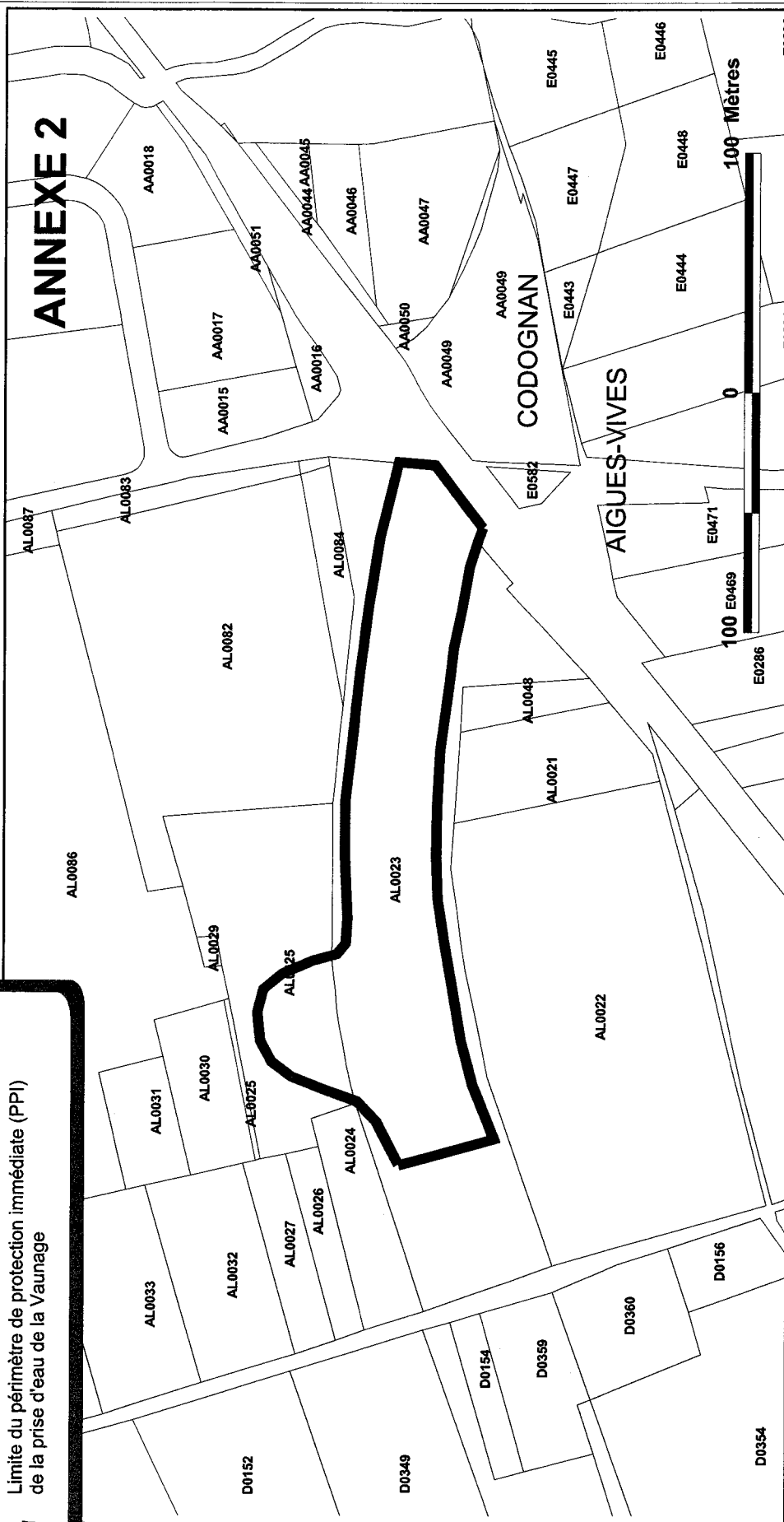
2 0 2 4 Kilomètres

## Annexe 2 : Périmètre de Protection Immédiate

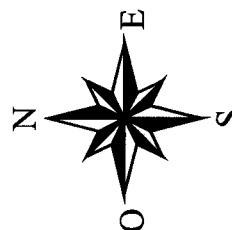
# COMMUNE DE MUS

### Légende

 Limite du périmètre de protection immédiate (PPI) de la prise d'eau de la Vaunage



**BRL**  
Exploitation



Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS

Tél : 04 66 70 92 00  
Fax : 04 66 70 92 29

Direction  
1105 Av. Pierre Mendès France  
B.P. 4001

30001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers  
Bât B - Z.I. La Baume  
34290 SERVIAN

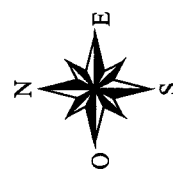
Tél : 04 67 32 68 00  
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :  
Cyril CURTO

Edition du : Mardi 18/03/2008

# COMMUNE D'AIGUES-VIVES

# ANNEX 3a



### Légende

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vaufrage



**Dressé par :  
Cyril CURTO**

**Edition du : Mercredi 17/09/2008**

**BRL**  
Exploitation

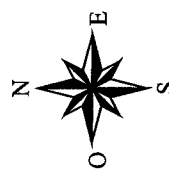
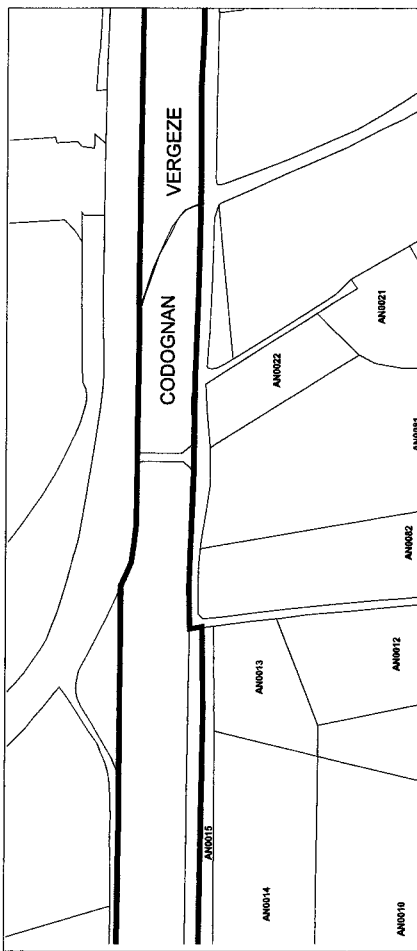
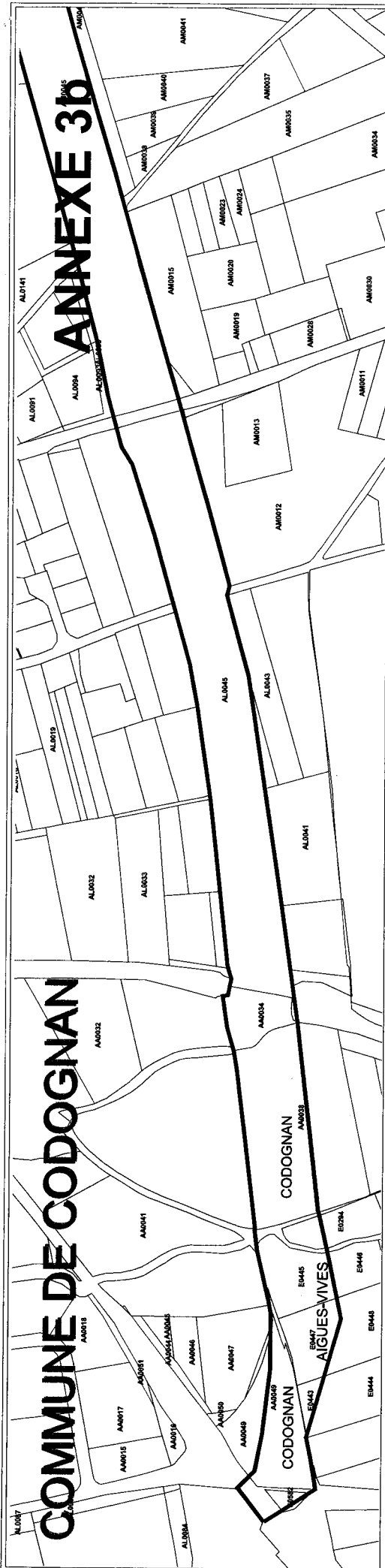
**Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS**

**Direction**  
**1105 Av. Pierre Mendès France**  
**B.P. 4001**  
**30001 Nîmes cedex 5**  
**Tél : 04 66 87 50 00**  
**Fax : 04 66 87 50 76**

**Secteur de Beziers**  
**Bât B - Z.I. La Baume**  
**34290 SERVIAN**

**Tél : 04 67 32 68 00**  
**Fax : 04 67 32 68 29**

# ~~ANEXE 3b~~



100 0 100 Mètres

### Légende

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vaufrage



**Dressé par :**

**Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS**

**Tél : 04 66 70 92 00**  
**Fax : 04 66 70 92 29**

**Direction**  
**1105 Av. Pierre Mendès France**

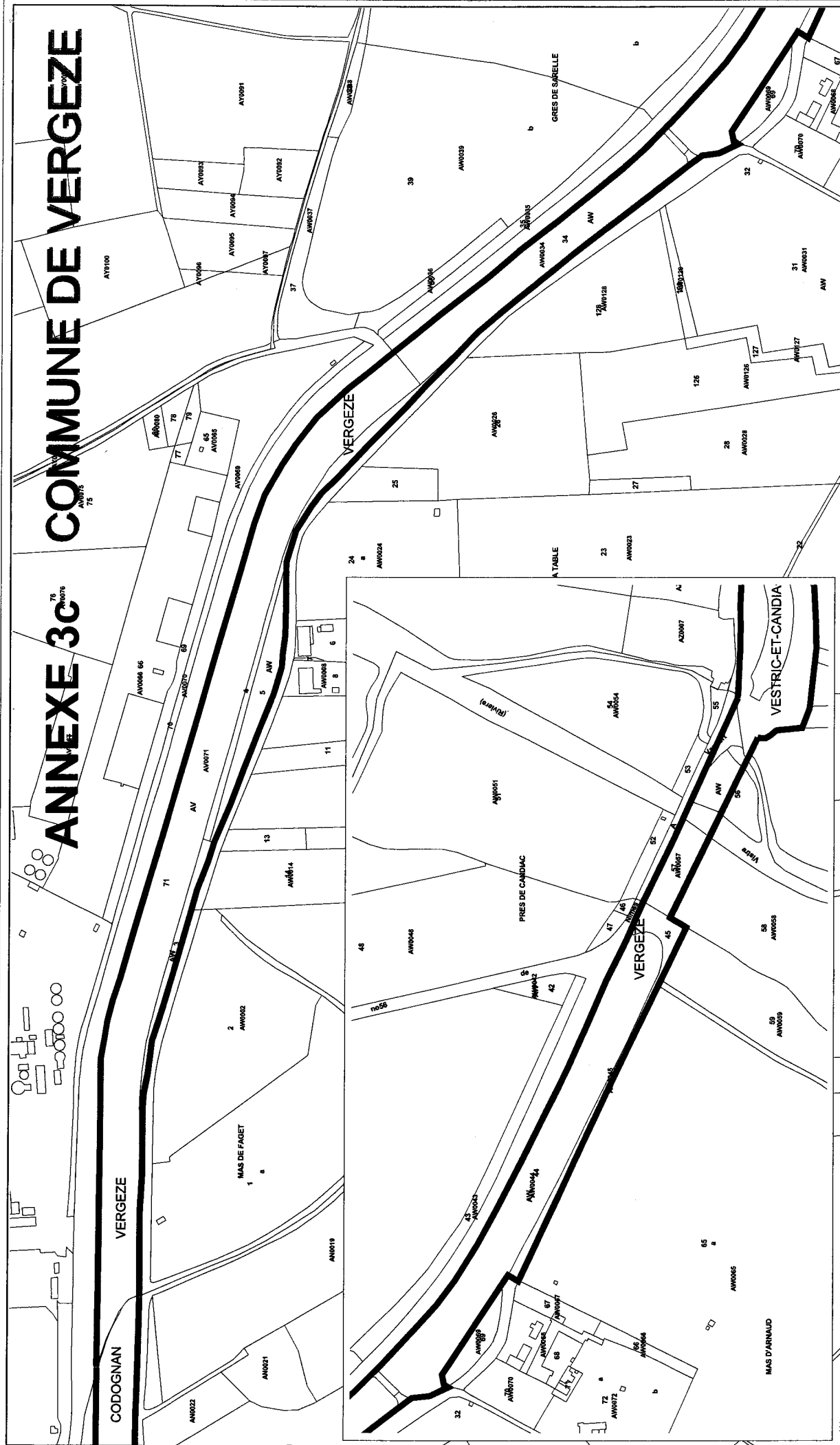
**B.P. 4001  
33001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76**

**Secteur de Beziers**  
**Bât B - Z.I. La Baume**  
**34290 SERVIAN**

**Tél : 04 67 32 68 00**  
**Fax : 04 67 32 68 29**

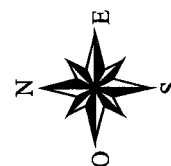
**Edition du : Mercredi 17/09/2008**

# ANNEXE 3c COMMUNE DE VERGEZE



## Légende

~  
Limite du périmètre de protection rapprochée  
(PPR) de la prise d'eau de la Vaunage



100 0 100 Mètres

**BRL**  
Exploitation

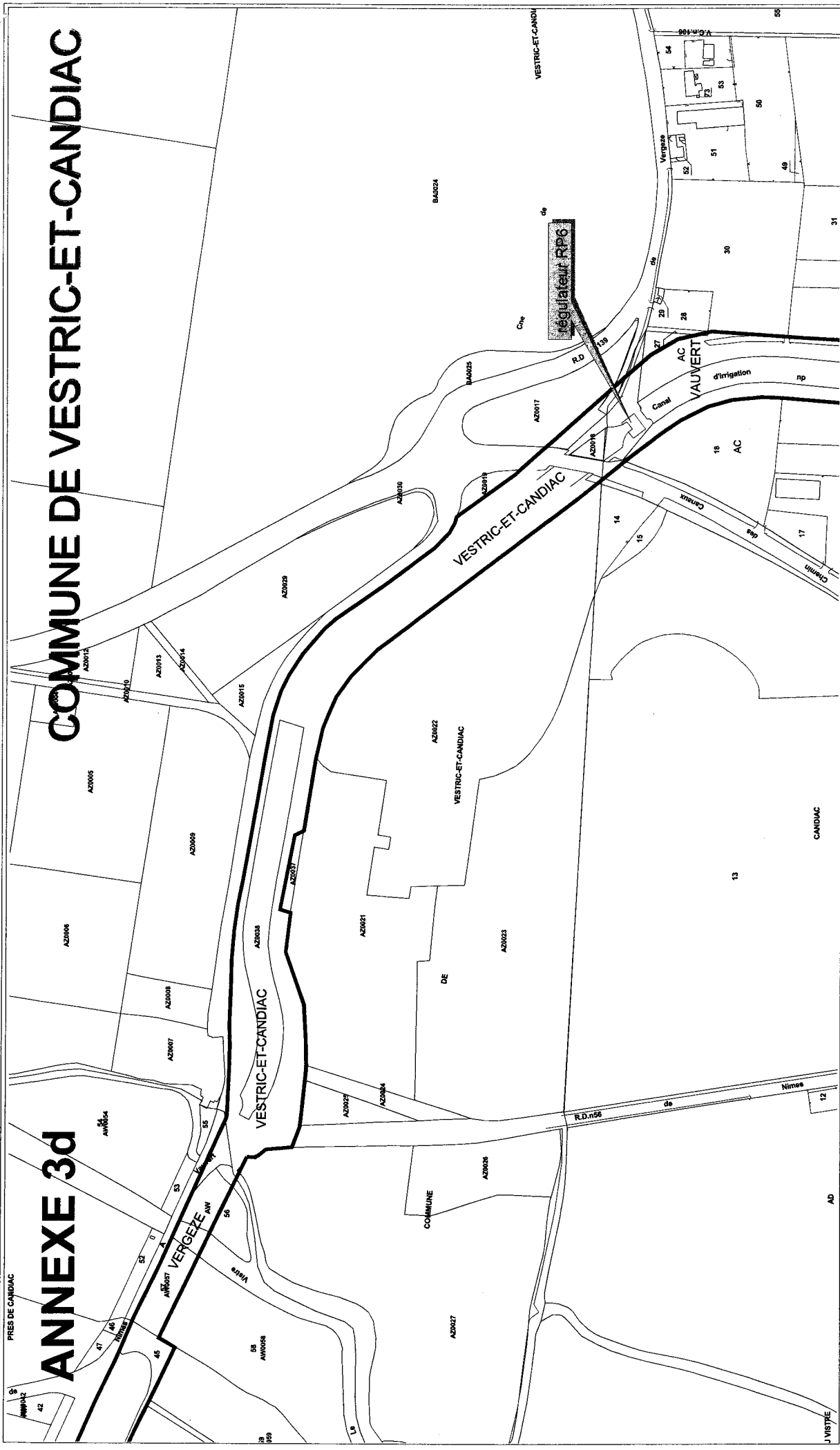
Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS  
Tél : 04 66 70 92 00  
Fax : 04 66 70 92 29

Direction  
1105 Av. Pierre Mendès France  
B.P. 4001  
30001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers  
Bât B - Z.I. La Baume  
34290 SERVIAN  
Tél : 04 67 32 68 00  
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :  
Cyril CURTO

Edition du : Mardi 09/09/2008



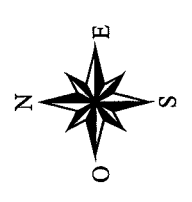
# COMMUNE DE VESTRIC-ET-CANDIAC

## ANNEXE 3d



### Légende

~ Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vaunage



Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS  
Tél : 04 66 70 92 00  
Fax : 04 66 70 92 29

Direction  
1105 Av. Pierre Mendès France  
B.P. 4001  
30001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76

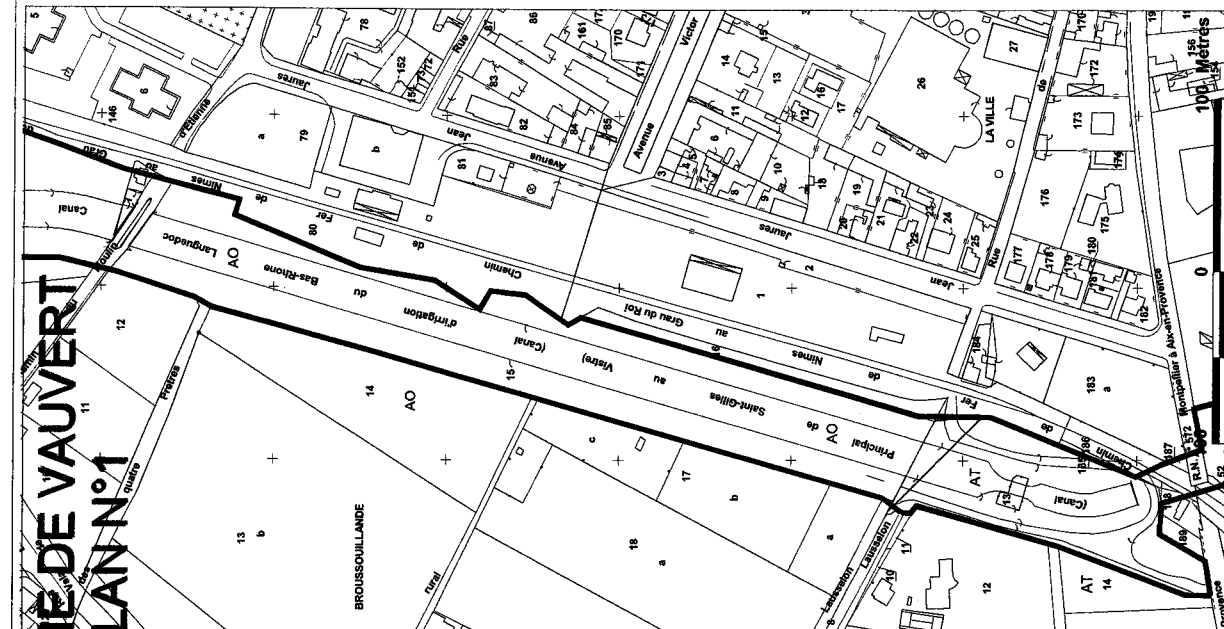
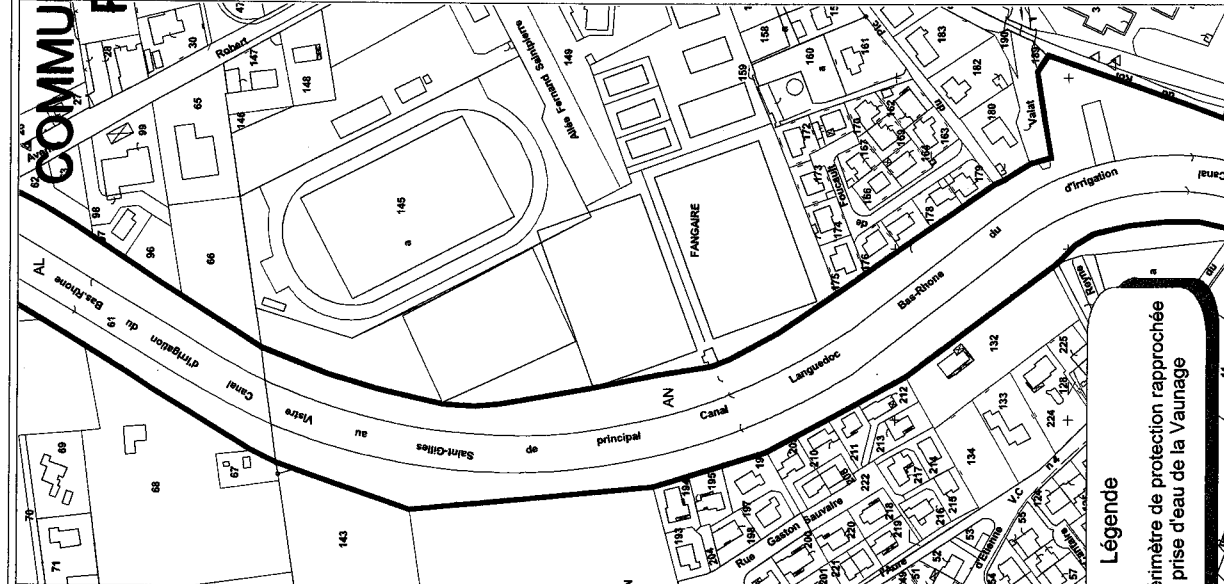
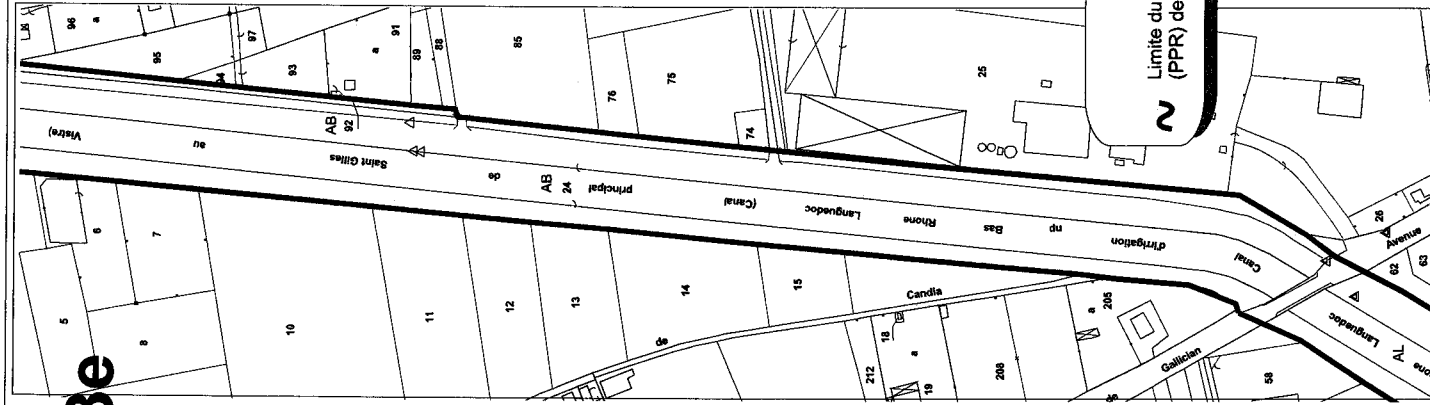
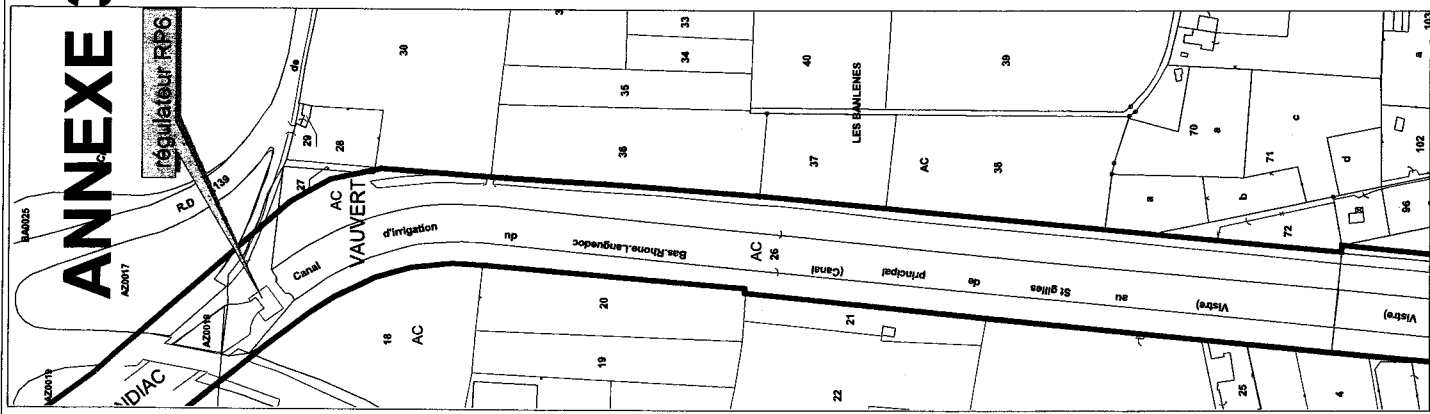
Secteur de Beziers  
Bât B - Z.I. La Baume  
34290 SERVIAN  
Tél : 04 67 32 68 00  
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :  
Cyril CURTO

Edition du : Mercredi 17/09/2008

# ANNEXE 3e

Régulateur RP6

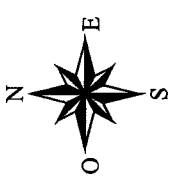


## COMMUNE DE VAUVERT PLAN N°1

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vaunage

Légende

**BRL**  
Exploitation



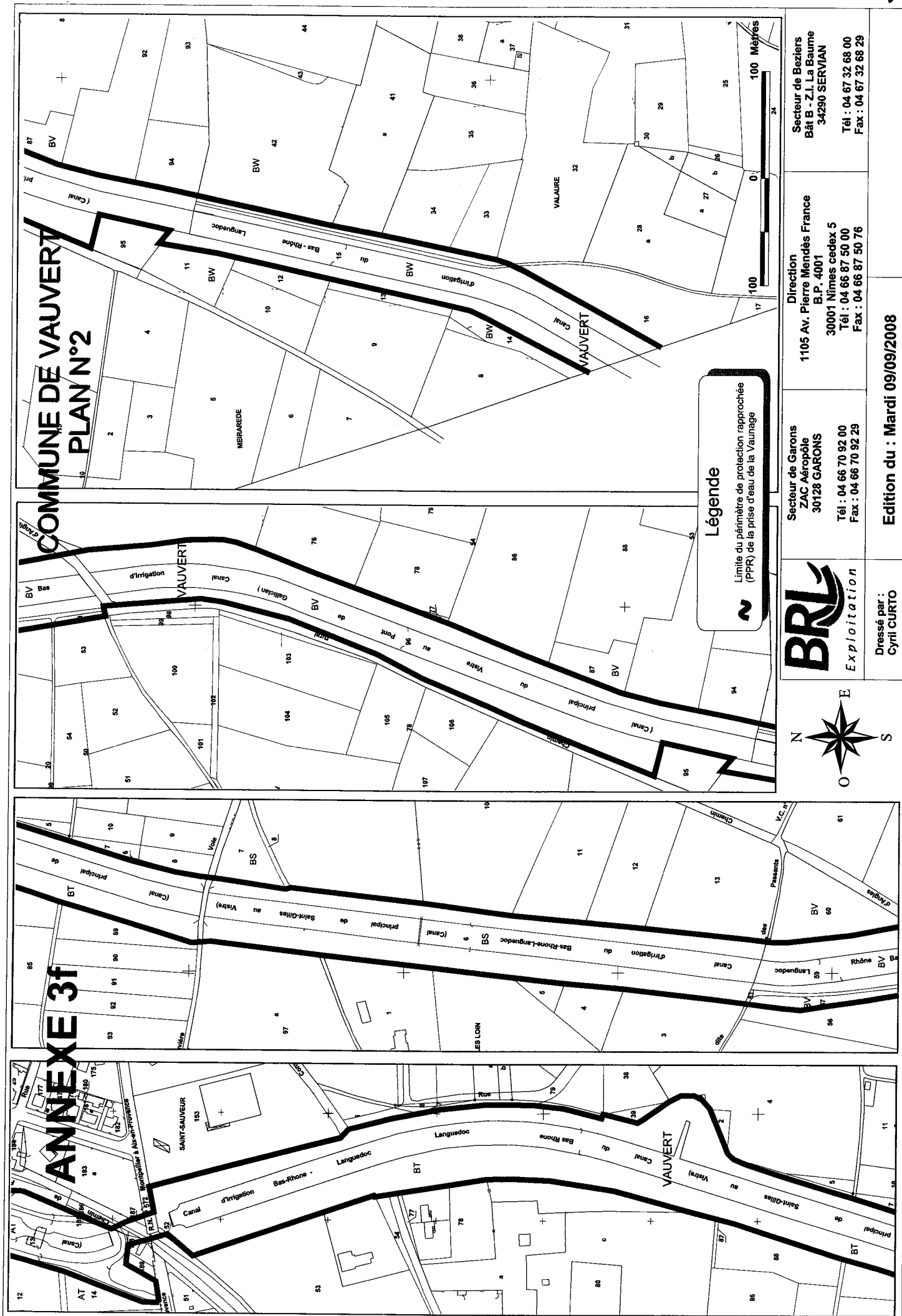
Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS  
Tél : 04 66 70 92 00  
Fax : 04 66 70 92 29

Direction  
1105 Av. Pierre Mendès France  
B.P. 4001  
30001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers  
Bât B - Z.I. La Baume  
34290 SERVIAN  
Tél : 04 67 32 68 00  
Fax : 04 67 32 68 29

Dressé par :  
Cyril CURTO

Edition du : Mercredi 17/09/2008

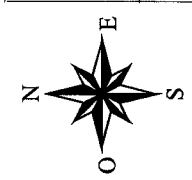


# COMMUNE DE VAUVERT PLAN N°2

**Légende**  
~  
Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vauvagne



Dressé par :  
Cyril CURTO



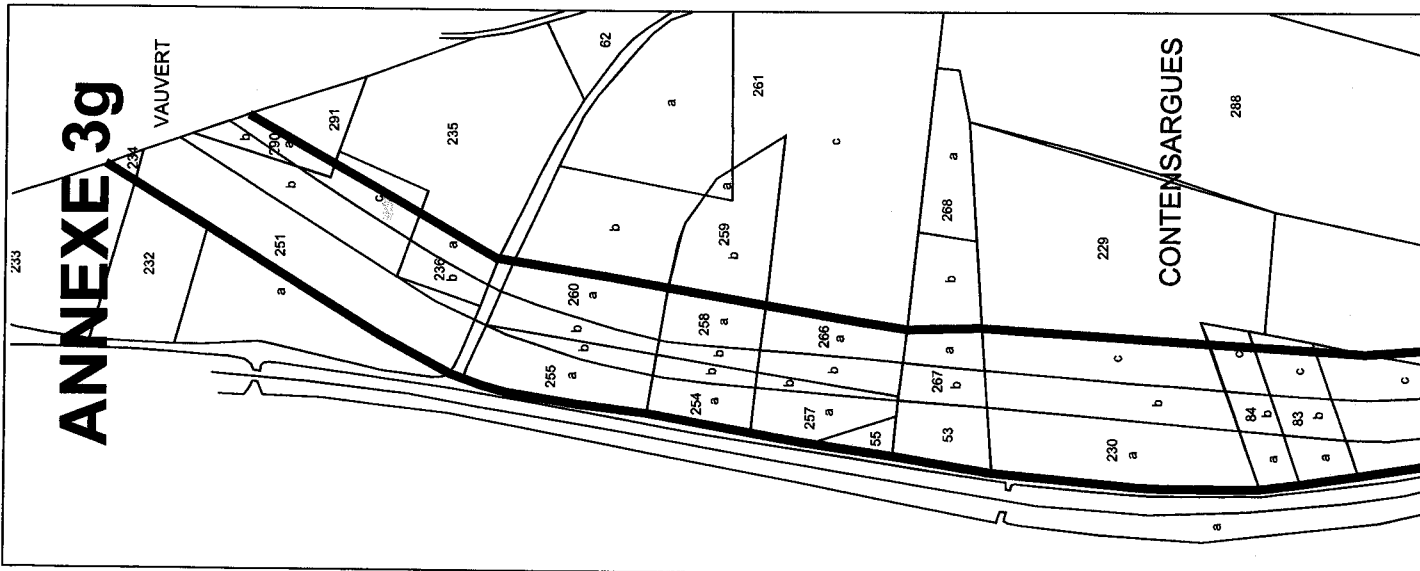
Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS  
Tél : 04 66 70 92 00  
Fax : 04 66 70 92 29

Direction  
1105 Av. Pierre Mendès France  
B.P. 4001  
30001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers  
Bât B - Z.I. La Baume  
34290 SERVIAN  
Tél : 04 67 32 68 00  
Fax : 04 67 32 68 29

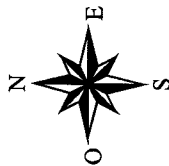
Edition du : Mardi 09/09/2008

# ANNEXE 3g



CONTENSARGUES

COMMUNE DE LE CAILAR



## Légende

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vauvert



**BRL**  
Exploitation

Dressé par :  
Cyril CURTO

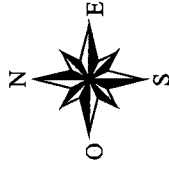
Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS  
Tél : 04 66 70 92 00  
Fax : 04 66 70 92 29

Direction  
1105 Av. Pierre Mendès France  
B.P. 4001  
30001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76

Secteur de Beziers  
Bât B - Z.I. La Baume  
34290 SERVIAN  
Tél : 04 67 32 68 00  
Fax : 04 67 32 68 29

Edition du : Mardi 09/09/2008

**COMMUNE DE VAUVERT**  
**PLAN N°3**



### Légende

Limite du périmètre de protection rapprochée (PPR) de la prise d'eau de la Vaufrage

100

57

0

100 Metres

**BRL**  
Exploitation

**Tél : 04 66 70 92 00**  
**Fax : 04 66 70 92 29**

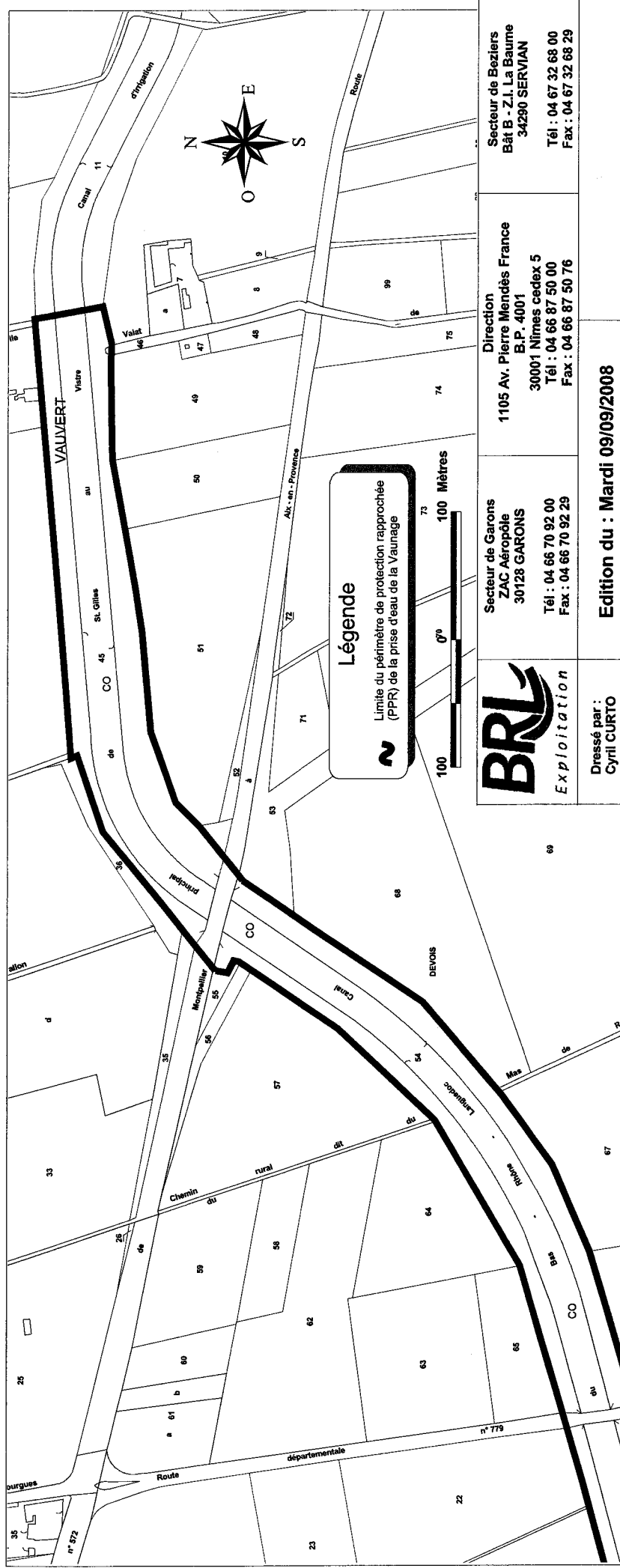
**30001 Nîmes cedex 5**  
**Tél : 04 66 87 50 00**  
**Fax : 04 66 87 50 76**

**Tél : 04 67 32 68 00**  
**Fax : 04 67 32 68 29**

**Dressé par :  
Cyril CURTO**

**Edition du : Mardi 09/09/2008**

**COMMUNE DE VAUVERT**  
+  
**PLAN N°4**



## Légende

2  
Limite du périmètre de protection rapprochée  
(PPR) de la prise d'eau de la Vauvage



**BRL**  
Exploitation

**Secteur de Garons  
ZAC Aéroport  
30128 GARONS**

**Tél : 04 66 70 92 00**  
**Fax : 04 66 70 92 29**

**Direction**  
**11105 Av. Pierre Mendès France**  
**B.P. 4001**

**B.P. 4001  
33001 Nîmes cedex 5  
Tél : 04 66 87 50 00  
Fax : 04 66 87 50 76**

**Secteur de Beziers**  
**Bât B - Z.I. La Baume**  
**34290 SERVIAN**

**Tél : 04 67 32 68 00**  
**Fax : 04 67 32 68 29**

**Dressé par :**  
**Cyril CURTO**

**Edition du : Mardi 09/09/2008**



DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L' AGRICULTURE

ARRETE

Le Préfet du Gard, Officier de la Légion d'Honneur ;

VU le décret n° 59.96 du 7 Janvier 1959 relatif aux servitudes de libre passage sur les berges des cours d'eau non navigables ni flottables ;

VU le décret n° 60.419 du 25 Avril 1960, fixant les conditions d'application du décret n° 59.96 du 7 Janvier 1959 précité ;

VU la circulaire interministérielle du 21 Août 1969 sur l'application des décrets du 7 Janvier 1959 et 25 Avril 1960 ;

CONSIDERANT les résultats de l'enquête à laquelle le projet de création de servitudes de passage le long des cours d'eau "le Vistre" et le "Vistre de la Fontaine" a été soumis, du 12 Avril 1972 au 4 Mai 1972 dans les communes de NIMES, BOUILLARGUES, CAISSARGUES, AUBORD, BERNIS, VESTRIC & CANDIAC, MILHAUD, LE CAILAR, VAUVERT, ST LAURENT D'AIGOUZE et VERGEZE ;

SUR la proposition de Monsieur l'Ingénieur en Chef - Directeur Départemental de l'Agriculture ;

A R R E T E :

Article 1° - Conformément à l'article 8 du décret n° 60.419 du 25 Avril 1960, est approuvée l'application de la servitude prévue par ce texte, sur les sections des cours d'eau "le Vistre" et "le Vistre de la Fontaine" s'étendant sur le territoire des communes de NIMES, BOUILLARGUES, CAISSARGUES, AUBORD, BERNIS, VESTRIC & CANDIAC, MILHAUD, LE CAILAR, VAUVERT, ST LAURENT d'AIGOUZE et VERGEZE. Sur toute la longueur de ces sections et sur les deux rives, les propriétaires riverains sont tenus de supporter la servitude de libre passage des engins mécaniques de curage et de faucardement, dans les limites portées à l'annexe n° I du présent arrêté.

Est également approuvée la liste des endroits où, par suite d'un obstacle fixe, situé à proximité de la berge et s'opposant ainsi au passage des engins mécaniques - la zone d'application de la servitude sera étendue. Cette zone d'application ne peut toutefois, en de tels cas, excéder 4 mètres comptés à partir des limites de l'obstacle, suivant la liste portée à l'annexe n° II du présent arrêté.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3 du décret du 7 Janvier 1959 et repris à l'article 3 du présent arrêté, l'établissement de la servitude ne crée pas de droit à indemnité.

Article 2 - A l'intérieur des zones soumises à la servitude, toute nouvelle construction, toute élévation de clôture fixe, toute plantation, est soumise à autorisation préfectorale.

....

Article 3 - Les propriétaires de clôture, arbres et arbustes situés dans les zones grevées de servitude antérieurement à l'ouverture de l'enquête qui a précédé le présent arrêté pourront être mis en demeure par le Préfet du Gard de supprimer ces clôtures, arbres et arbustes.

Cette suppression ouvre droit à indemnité. Un barème sera établi par le Syndicat et soumis à l'approbation de l'autorité de tutelle.

En cas d'inexécution, les clôtures, arbres et arbustes peuvent être supprimés aux frais du propriétaire, par la collectivité ou l'organisme chargé de l'entretien du cours d'eau à ce habilité par le Préfet.

Cette exécution d'office ne fait pas disparaître le droit à indemnité.

Article 4 - Les terrains actuellement bâtis ou clos de murs, les cours et jardins attenants aux habitations sont exempts de la servitude.

Article 5 - Il est rappelé ci-après les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 Octobre 1906, relatif au dépôt des produits de curage.

"Les riverains sont assujettis à recevoir sur leurs terrains les matières  
" provenant des curages faits au droit de leurs propriété et à enlever  
" les dépôts qui pourraient nuire à l'écoulement des eaux".

Article 6 - Dans le cas où conformément à l'article 4 ci-dessus, une servitude de passage ne pourrait être légalement instituée, les riverains sont tenus de réaliser ces travaux de curage dans la portion du cours d'eau dont ils sont propriétaires, ou de rechercher un accord amiable avec le Syndicat pour leur réalisation.

Article 7 - Ampliation du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Gard, sera adressée à :

MM. les Maires des communes de NIMES - BOUILLARGUES - CAISSARGUES - AUBORD -  
BERNIS - VESTRIC & CANDIAC - MILHAUD - LE CAILAR - VAUVERT - ST LAURENT  
d'AIGOUZE et VERGEZE,

Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal de Curage et d'Aménagement du Vistre ;

Monsieur l'Ingénieur en Chef - Directeur Départemental de l'Agriculture ;  
chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à NIMES, le 1-3 AOUT 1972

le PREFET.

Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Jacques POYER

Pour Ampliation  
P. LE PRÉFET,  
L'Attaché Délégué,



ANNEXE N° I

SECTIONS DE COURS D'EAU DONT LES RIVERAINS SERONT  
TENUS DE SUPPORTER LA SERVITUDE DE PASSAGE DES ENGINS  
MECANIQUES SERVANT AUX OPERATIONS DE CURAGE ET DE  
FAUCARDEMENT

---

VISTRE :

ORIGINE : Limite des communes de BOUILLARGUES et de RODILHAN -

FIN : Canal de navigation

sur le territoire des communes de NIMES - BOUILLARGUES - CAISSARGUES -  
AUBORD - BERNIS - UCHAUD - VESTRIC & CANDIAC - MILHAUD - LE CAILAR -  
VAUVERT - ST LAURENT D'AIGOUZE et VERGEZE.

VISTRE DE LA FONTAINE :

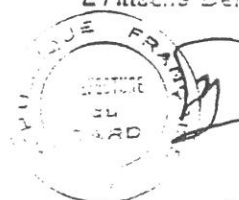
ORIGINE : Station d'épuration de la ville de NIMES  
Rive droite : lieu-dit TERRAUBE NORD, limite des parcelles  
33 et 3I.  
Rive gauche : Section LO - lieu-dit BASSE MAGAILLE SUD, limite  
des parcelles 3 et 5.

FIN : Jonction avec le Vistre - Section L P -  
lieu-dit LA FARELLE NORD, sur le territoire de la commune de  
NIMES.

VU pour être annexé à mon arrêté  
en date de ce jour

NIMES, le - 3 AOUT 1972

LE PREFET.  
P. LE PRÉFET,  
L'Attaché Délégué,



H. DUEOST

ANNEXE N° II

LISTE DES ENDROITS OU, EN APPLICATION DES  
DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 1° DU DECRET 60.419  
DU 25.4.1960 LA ZONE DE LA SERVITUDE SERA FIXEE  
A UNE LARGEUR SUPERIEURE A 4 METRES COMPTES A  
PARTIR DE LA RIVE

—

VISTRE : Commune de NIMES

- A - Conduite de la C.N.A.R.B.R.L, en aval du Moulin Gafarel, lieu-dit  
ENCLOS SOUS LE PONT NEUF - parcelle 18 - et lieu-dit SOUS LE MOULIN  
D'OURS - parcelle 19.
- B - Conduite de la C.N.A.R.B.R.L - Lieu-dit MAS DE GALOFFRE-NORD -  
parcelles 27 et 28.

Commune de CAISSARGUES

- C - Petit bâtiment, genre "sanitaires", situé au bord du Vistre - Section BI -  
Moulin Gafarel - parcelle n° 670.

Commune de BERNIS

- D - Petit Mazet - lieu-dit PASSINOVE - Section ZE - parcelle n° 86

Commune de VAUVERT

- E - Terrain bâti et jardins - MOULIN d'ETIENNE - Parcelle n° 20.

—  
VU pour être annexé à mon  
arrêté en date de ce jour

NIMES, le 3 1972

LE PREFET

P. LE PRÉFET,  
L'Attaché Délégué,



*[Signature]*  
H. DUBOST

Direction des Actions Interministérielles  
Poste : 66 36 43 07  
Réf. n° 198/DACI/BENV/AF/IM 26.8.93  
Dossier suivi par :  
Mlle Filali

Nîmes, le 31 AOUT 1993

**ARRETE** 931202013

**PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER  
le captage de Pignan  
appartenant au Syndicat d'AEP du Moyen Rhony,  
ET DECLARANT D'UTILITE PUBLIQUE  
le prélèvement d'eau et les périmètres de protection**

**LE PREFET DU GARD,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique,

VU l'article 113 du Code rural sur la dérivation des eaux non domaniales,

VU la Loi 66.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution, et notamment ses articles 2, 3 et 6, le décret n° 73.218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 de ladite loi,

VU la Loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 61.859 du 1er août 1961, complété et modifié par le décret n° 67.1093 du 15 décembre 1967, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article L.20 du code de santé publique,

VU le décret 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la Loi 64.1245,

VU le décret 76.432 du 14 mai 1976, modifiant le décret 59.701 du 6 juin 1959, portant règlement d'administration publique, relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, à la détermination des parcelles à exproprier, à l'arrêté de cessibilité, et à diverses dispositions pour l'application du titre III de la Loi 75.1328 du 31 décembre 1975,

VU le décret 77.392 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le décret 89.3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, et les décrets 90.330 du 30 avril 1990 et 91.257 du 7 mars 1991, le modifiant,

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

VU le décret 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la Loi 92.3 du 3 janvier sur l'eau,

VU le décret n° 61.987 du 24 août 1961 relatif au conseil supérieur d'hygiène publique en France,

VU le règlement sanitaire départemental promulgué par l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1983,

VU l'arrêté du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par le décret 89.3 et ses modificatifs,

VU l'arrêté du 20 novembre 1979 fixant les conditions techniques générales auxquelles sont subordonnées les autorisations délivrées en application du décret n° 73.218 du 23 février 1973 et notamment son article 13 qu'abroge l'arrêté du 13 mai 1975,

VU l'arrêté préfectoral 91.02383 du 23 décembre 1991 définissant le programme de contrôle de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine,

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des captages d'eau destinée à la consommation humaine,

VU la délibération en date du 30 mars 1992 par laquelle le syndicat d'AEP Moyen Rhony demande l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du captage de Pignan situé sur le territoire de la commune de Mus,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, en date de septembre 1991,

VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène du 5 mars 1992,

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 16 juin 1992 au 30 juin 1992, conformément à l'arrêté préfectoral n° 92/01142 du 1er juin 1992 dans les communes de Mus et Codognan,

VU l'avis du Commissaire-enquêteur, en date du 30 juin 1992,

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Gard,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet de l'Arrêté**

Le présent arrêté concerne un captage d'eau destinée à la consommation humaine, réalisé par le Syndicat d'AEP du Moyen Rhony, maître d'ouvrage, sur le territoire de la commune de Mus, au lieu-dit "Pignan" parcelles n° 163 et 165 section B1, implanté aux coordonnées LAMBERT X = 770,96, Y = 3 160,72

### **Article 2 : Conditions de l'autorisation**

Le maître d'ouvrage est autorisé à dériver les eaux souterraines, et à les utiliser pour la consommation humaine, dans les conditions ci-après :

- volume maximum : 1 200 m<sup>3</sup> par jour,
- débit maximum : 60 m<sup>3</sup> par heure
- respect des règles générales arrêtées dans les réglementations visées ci-dessus en ce qui concerne la réalisation des réseaux, leur entretien et le contrôle de la qualité de l'eau,
- acquisition des terrains et des servitudes nécessaires pour réaliser les ouvrages et assurer leur protection,
- l'eau sera traitée par un dispositif permettant d'obtenir en permanence une eau conforme aux normes,
- au cas où la salubrité, l'alimentation publique ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises sur les travaux, le maître d'ouvrage devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans les conditions qui seront définies par le Service chargé de la Police des Eaux,
- le maître d'ouvrage devra indemniser les usiniers, irriguants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causé par la dérivation des eaux,
- les ouvrages de captage seront réalisés et entretenus conformément aux dispositions définies au rapport géologique de janvier 1991 visé ci-dessus,
- la qualité de l'eau sera contrôlée par des prélèvements périodiques, conformément aux dispositions des décrets 89.3 du 3 janvier 1989 modifié, 90.330 du 30 avril 1990 et 91.257 du 7 mars 1991 et de l'arrêté préfectoral 7.91.02383 du 23 décembre 1991.

### **Article 3 : Périmètres de protection**

3.0. La création des périmètres de protection immédiate et rapprochée est déclarée d'utilité publique.

#### **3.1. Périmètre de protection immédiate**

Il sera reconstitué par les parcelles n° 163 et 165, section B1 du plan cadastral de la commune de Mus.

Ce terrain sera acquis en pleine propriété par le Syndicat d'AEP du Moyen Rhony.

Il sera entouré d'une clôture grillagée d'une hauteur de 2 mètres fermée par un portillon cadenassé.

Toutes les activités autres que celles liées à l'entretien et à l'exploitation du captage y seront interdites.

Le terrain sera nivelé, avec une légère pente permettant d'éviter la stagnation de l'eau.

Dispositions particulières relatives à l'aménagement des ouvrages :

- la partie extérieure des tubages devra dépasser de la surface du sol d'une hauteur supérieure à celle des plus hautes eaux susceptibles de submerger les abords de l'ouvrage sans pouvoir être inférieur à 0,50 mètres,

- la tête des forages sera protégée par un abri couvert, fermé par une porte verrouillable ; il sera conçu de manière à permettre la manutention des pompes,

- le plancher de l'abri sera reconstitué par une dalle en béton étanche comportant une pente permettant l'évacuation rapide des eaux vers l'extérieur ; cette dalle ne doit pas être établie à une cote inférieure à la cote moyenne du sol environnant l'abri,

- si nécessaire, on installera autour de l'abri un dispositif de drainage des eaux de ruissellement afin qu'elles ne puissent l'envahir,

- le raccord entre la dalle du plancher et le tube du forage sera muni d'un joint étanche,

- les forages non exploités ou les piézomètres seront équipés de la même façon ou seront rebouchés.

### **3.2. Périmètre de protection rapprochée:**

#### **3.2.1. Définition**

Il sera constitué comme indiqué sur le plan cadastral au 1/3750<sup>e</sup> joint en annexe 1. Il comportera les parcelles situées sur les territoires des communes de Mus et de Codognan, dont la liste figure sur les annexes 2.A et 2.B du présent arrêté.

#### **3.2.2. Activités interdites ou réglementées**

Dans ce périmètre, seront interdits :

- l'exploitation de carrières ou de gravières,

- l'ouverture et/ou le remblaiement de fouilles et excavations d'une profondeur supérieure à 2 mètres,

- les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux,

- les dépôts de déchets inertes ou de ruines,

- les stockages d'hydrocarbures d'un volume supérieur à 5 000 litres,

- les stockages d'eaux usées industrielles ou domestiques,

- les canalisations d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques, d'eaux usées de toute nature,
- l'établissement de cimetières,
- la construction de bâtiments à usage industriel présentant un risque pour la nappe,
- les rejets d'eaux industrielles,
- les rejets d'assainissements collectifs,
- l'installation de stations d'épurations,
- l'installation de dispositifs d'assainissement autonome d'une capacité supérieure à 10 équivalents/habitants,
- l'épandage de lisiers, d'eaux usées, de boues industrielles ou domestiques, de vinasses.

**SERONT OBLIGATOIREMENT SOUMIS POUR AVIS AUX SERVICES DE L'ETAT**, chargés de l'application des règles et, le cas échéant, de la Police des Eaux :

- la réalisation de forages et puits,
- la construction de voies de communication et fossés, ainsi que la modification de leur tracé et de leurs conditions d'utilisation,
- la construction d'immeubles collectifs ou accueillant du public, de bâtiments industriels (activités non polluantes), de bâtiments agricoles, de maisons individuelles,
- le rejet de collecteurs d'eaux pluviales.

**Dispositions complémentaires :**

La densité des habitations individuelles ne devra pas dépasser 2 unités à l'hectare, la superficie minimale des parcelles constructibles étant par ailleurs fixée à 3 000 m<sup>2</sup>.

Toute demande de permis de construire sera obligatoirement soumise au Service de l'Etat chargé de l'application des règles d'hygiène.

Les réservoirs d'hydrocarbures liquides d'une capacité inférieure à 5 000 litres seront disposés sur un socle à claire voie permettant de détecter une fuite éventuelle.

Il sera procédé à un recensement préalable des puits et forages afin d'établir la situation du secteur avant l'entrée en vigueur de la DUP.

A l'exception des piézomètres de surface de la nappe, aucun forage, aucun puits ne sera autorisé à moins de 50 mètres de la limite du périmètre de protection immédiate;

Au-delà de cette distance, les puits ou forages existants ou à créer seront équipés d'un dispositif interdisant la pénétration de substances polluantes, ainsi que le retour d'eaux en provenance de bassins ou de canalisations en connection avec l'ouvrage.

Le CD n° 1 sera bordé de fossés étanches s'étendant à 50 mètres au nord et au sud des limites du périmètre de protection immédiate.

### **3.2.3. Modalités d'application**

Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations décrites à l'article 3.2. dans un délai maximal de un an. Postérieurement à la notification du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé qui voudrait y apporter une quelconque modification devra faire connaître son intention à l'administration concernée, en précisant :

- les caractéristiques de son projet, et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximal de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, les dispositions prévues par le pétitionnaire seront réputées admises.

### **3.3 Périmètre de protection éloignée**

Il s'étendra sur l'ensemble de la zone figurant dans la carte au 1/6500<sup>e</sup> figurant dans l'annexe 3 du présent arrêté.

Prescriptions complémentaires :

Afin d'éviter la concentration des nuisances à l'intérieur de ce périmètre, la superficie minimale des parcelles constructibles sera fixée à 1 500 m<sup>2</sup>.

Toute demande de permis de construire sera obligatoirement soumise aux services de l'Etat chargé de l'application des règles d'hygiène.

Les réservoirs d'hydrocarbures liquides d'une capacité inférieure à 5 000 litres seront disposés sur un socle à claire voie permettant de détecter une fuite éventuelle.

### **Article 4 : Procédures**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques, dans un délai de 2 mois.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le maître d'ouvrage est chargé d'effectuer ces formalités.

L'arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs du département du Gard.

**Article 5 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Les Maires des communes de Codognan et Mus,  
Le Président du Syndicat d'AEP du Moyen Rhony,  
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,  
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,  
Le Directeur Départemental de l'Equipement,  
Le Directeur des Affaires Sanitaires et Sociales  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

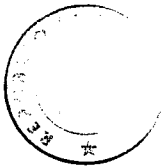
LE PREFET



Roland HODEL

POUR AMPLIATION

Le Secrétaire Général

  
Cécile DAYRAL



SYNDICAT A.E.P. DU MOYEN-RHONY. CAPTAGE DE PIGNAN (COMM. DE MUS)

PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE.

Ech. 1/3750.

ANNEXE 2A

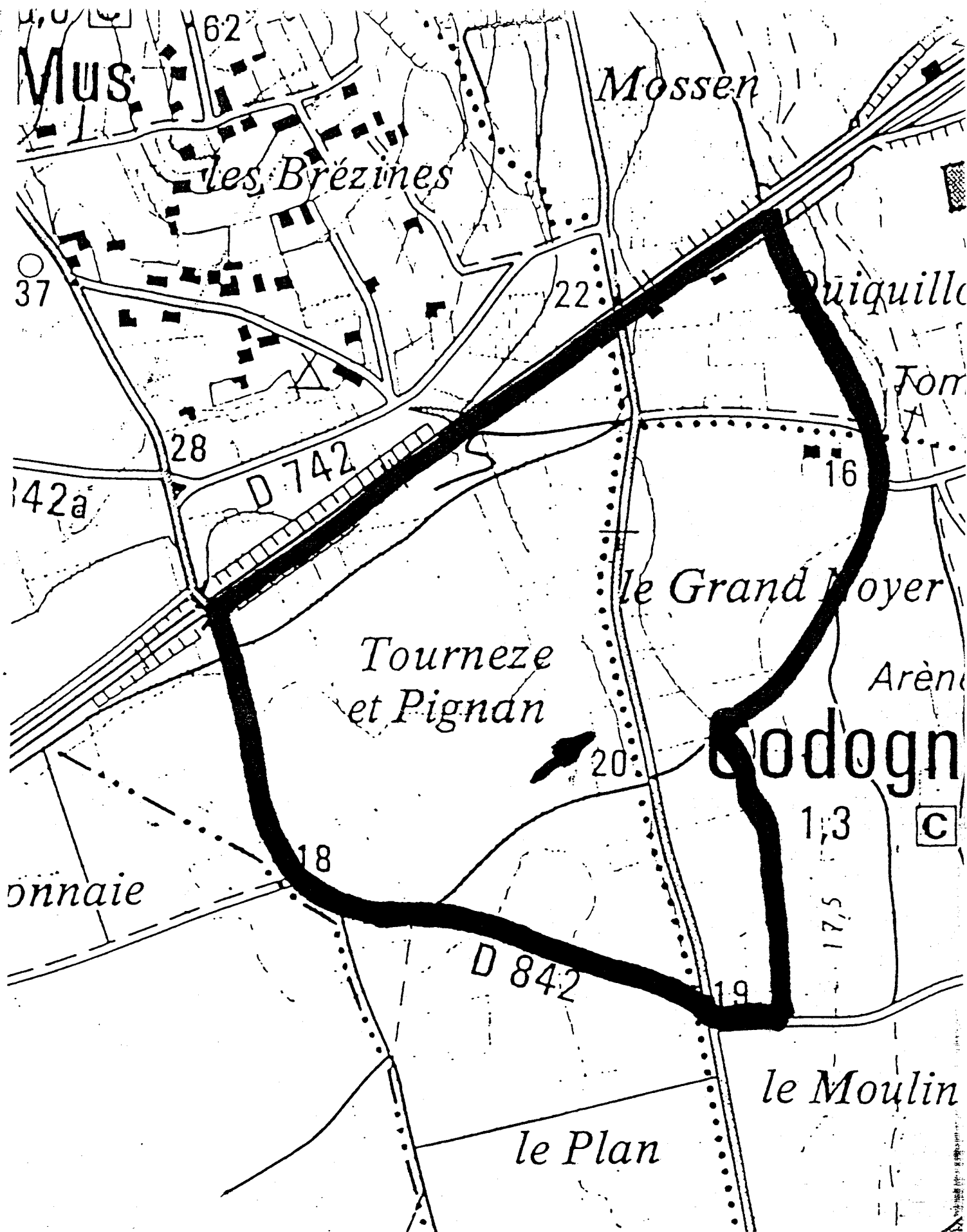
LISTE DES PARCELLES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA  
COMMUNE DE MUS

B 131	Mme LAUPIE Renée 178. av. des Garrigues 30310 VERGEZE
B 133 - 134 - 135	Mr ROTH Ernest Place du 11 novembre 30121 MUS
B 136 - 159 - 160 - 161 162 - 166 - 167 - 168 169 - 170	Mr COSTE Maurice 30121 MUS
B 137 - 153 - 154	Groupement foncier La garrigue Chez Monsieur FABRE Jacques 30121 MUS
B 138	Sté Gle des grandes sources d'eaux 18. rue de courcelle 75018 PARIS
B 139 - 151	Mr CERVILLA Marcel H. L. M. Le Vaunagol 30310 VERGEZE
B 140 - 141 163 - 165	RIEUTORD Jacqueline 30121 MUS
B 144	BENOIT Giles 7. rue Louise Thuliez 75019 PARIS
B 142 - 143	Mme GIRAN Marguerite 30121 MUS
B 145 - 148 - 149 - 150	Mr GORLIER Gérard 30121 MUS
B 146 - 147	idem
B 152	Mr BARNAVOL Jean-Claude 30121 MUS
B 155	Mr BARNAVOL Henri 30920 CODOGNAN
B 156 - 157	M <sup>lle</sup> ZARZOSO Henriette Rue de Vergèze . 30920 CODOGNAN
B 158	Mr GEBELIN René 305. rue de Vergèze 30920 CODOGNAN
B 164	Mr ESTAVONE Henri 18. VC Qu de la Fontaine 30000 NIMES
B 171	Mr et Mme TASSELI Pierre 145 Place de la République 30920 CODOGNAN
B 172	Mr HUGUES Edmond 214. route nationale 30920 CODOGNAN
B 173	Mr RIEUTORD Pierre 30121 MUS
B 174	Mr TASSELI Pierre 145. Pl de la république 30920 CODOGNAN

LISTE DES PARCELLES SITUÉES SUR LE TERRITOIRE  
DE LA COMMUNE DE CODOGNAN

---

366 ISSOGLIO Claude - CODOGNAN  
365 NURIS Claude               "  
364       "                       "  
363 GOGUET-CHAPUIS et GIRAN - MUS  
362 DAUMAS Marc -           CODOGNAN  
361       "                       "  
360       "                       "  
359       "                       "  
358       "                       "  
356 BLANQUIN Linda - SAINT-GILLES  
355 DAUMAS Marc -           CODOGNAN  
354       "                       "  
353       "                       "  
352 ALBEROLA/CERVILLA Vicenta - VERGEZE  
351 RIEUTORD Samuel (succession) SAINT-GILLES  
350 BENOIT Pierre -       CODOGNAN  
349 ALBEROLA/CERVILLA Vicenta - VERGEZE  
342 DUMAS Albert (succession)       "  
339 GOGUET-CHAPUIS/GIRAN - MUS  
646 FABRIGOULE/BENOIT Eliette, BENOIT Daisy, BENOIT William - CODOGNAN  
647 GOGUET-CHAPUIS/GIRAN - MUS  
675 DAUMAS Marc - CODOGNAN  
676       "                       "



# **ANNEXE 3**

SYNDICAT A.E.P. DU MOYEN-RHONY. CAPTAGE DE PIGNAN (COMM. DE MUS)

PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE. Voir flèche. Ech. 1/6500.



PRÉFECTURE DE L'HÉRAULT

Direction Départementale des affaires  
Sanitaires et Sociales  
Santé-Environnement

**Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon**  
**Préfet de l'Hérault**

Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Le Préfet du Gard**  
Chevalier de la Légion d'honneur

**ARRETE** n° 2001 -I- 1637

**OBJET** : Compagnie nationale d'aménagement de la région du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL)  
Station de pompage de Méjanelle (implantée sur la commune de Mauguio)

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux de dérivation et de protection de la ressource
- de la dérivation des eaux du canal Philippe Lamour à des fins de potabilisation
- de l'instauration des périmètres de protection

Arrêté portant autorisation de produire de l'eau à des fins de potabilisation

- VU** le Code général des collectivités territoriales ;
- VU** le Code de l'expropriation ;
- VU** le Code l'environnement et notamment l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général ;
- VU** le nouveau Code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-6 ;
- VU** le Code de l'urbanisme et notamment, les articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-2 ;
- VU** la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU** le Code de l'environnement (articles L.210-1 à L.214-16) ;
- VU** le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;
- VU** le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 ;
- VU** le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

- VU** le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement ;
- VU** le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement ;
- VU** les décrets du 14 septembre 1956 et du 19 octobre 1962 autorisant BRL à prélever de l'eau dans le Rhône ;
- VU** le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 relatif aux conditions d'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;
- VU** le décret 95-635 du 6 mai 1995 portant application de l'article L 214-15 du Code de l'environnement sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;
- VU** l'arrêté du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié concernant les eaux destinées à la consommation humaine, l'exclusion des eaux minérales ;
- VU** la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU** la circulaire du 19 février 1998 relative à l'information sur la qualité des eaux d'alimentation à joindre à la facture d'eau ;
- VU** le SDAGE RMC ;
- VU** la délibération du Directoire de BRL en date du 17 mars 1999 demandant :
- de déclarer d'utilité publique :
    - la dérivation des eaux du canal Philippe Lamour à des fins de potabilisation,
    - la délimitation et la création des périmètres de protection du captage,
  - de l'autoriser à :
    - produire de l'eau destinée à des fins de potabilisation,
- VU** le dossier soumis à l'enquête publique ;
- VU** le rapport de M.Pappalardo, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 1er août 1998 et ses notes complémentaires en date du 6 mars 2000 et du 6 février 2001 ;
- VU** l'arrêté interpréfectoral n° 99-I-3599 du 29 octobre 1999 et l'arrêté modificatif n° 99-I-3778 du 10 novembre 1999 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
- VU** les résultats de l'enquête publique ;
- VU** les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 21 janvier 2000 ;
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 25 mai 2000 ;
- VU** le rapport de la MISE, service coordonnateur DDASS, en date du 28 mars 2001 ;
- CONSIDERANT QUE** les besoins en eau potable destinés à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;
- CONSIDERANT QUE** les décrets du 14 septembre 1956 et 19 octobre 1962 valent autorisation et récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau ;
- SUR** proposition de Messieurs les secrétaires généraux des préfectures de l'Hérault et du Gard ;

**ARRETE**

**DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE**

**ARTICLE 1 : Déclaration d'utilité publique**

Sont déclarés d'utilité publique :

- les travaux à entreprendre par BRL sur le canal Philippe Lamour en vue de la dérivation des eaux à des fins de potabilisation à partir de la station de pompage de Méjanelle sise sur la commune de Mauguio,
- La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de cette station de pompage.

**ARTICLE 2 : Capacité de pompage autorisée**

Le débit de prélèvement maximum qu'il est autorisé de dériver du canal principal à des fins de potabilisation est de 2 850 l/s soit 246240 m3/j sur 24 heures.

L'installation dispose d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du Code de l'environnement et de ses décrets d'application.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et les tenir à la disposition de l'autorité sanitaire.

**ARTICLE 3 : Caractéristiques et aménagement de la station de pompage**

• Localisation

La station de Méjanelle est placée à l'extrémité ouest du canal principal, sur la parcelle n° 4 section DM de la commune de Mauguio.

Les coordonnées topographiques (Lambert zone III) approximatives de l'ouvrage sont :

X = 730,12

Y = 145,29

Z = 13 m NGF

L'accès à la station se fait par la RD 181 puis le chemin rural de la Banquière qui mène au domaine du même nom.

• Caractéristiques et aménagements de la station

La station de pompage de Méjanelle comprend d'amont en aval :

- une prise d'eau dans le canal,
- un passage en souterrain sous la digue,
- une bache d'aspiration, en équilibre avec le canal, équipée d' :
  - une grille statique dont l'écartement entre barreau est de 5 cm,
  - un tamis rotatif de maille 1,5 mm.

L'eau tamisée alimente trois branches distinctes équipées comme suit :

- branche « Vauguières » : fonctionnant en gravitaire jusqu'à 300 l/s, et en refoulement jusqu'à 600 l/s,
- branche sud : équipée de quatre groupes de 400 l/s à pression 5 bars. Il est possible de mettre en place un groupe supplémentaire de 400 l/s,
- branche nord : équipée de deux groupes de 420 l/s et deux groupes de 210 l/s, à pression 10 bars. Il est possible de mettre en place un groupe supplémentaire de 420 l/s.

Ces débits d'équipement concernent l'alimentation des stations de potabilisation mais aussi l'irrigation et le soutien d'étiage du Lez.

#### ARTICLE 4 : Périmètres de protection du captage

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour de la station de Méjanelle. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

##### ARTICLE 4-1 : Périmètre de protection immédiate (PPI)

D'une superficie approximative de 1,7 ha, le PPI correspond à la parcelle n° 4 et à une partie de la parcelle n° 1 section DM de la commune de Mauguio.

Il comprend :

- la station de pompage de Méjanelle,
  - la bêche d'aspiration équipée des deux tamis,
  - le canal et ses abords immédiats depuis son extrémité ouest jusqu'au pont routier à l'est qui enjambe le canal immédiatement en amont de la station.
- Conformément à la réglementation en vigueur, ce périmètre de protection immédiate est et restera propriété de BRL.
  - Afin d'empêcher efficacement l'accès de ce périmètre aux tiers, une clôture grillagée d'une hauteur minimum de 2 m est placée sur les limites sud et est du périmètre conformément à l'avis de l'hydrogéologue agréé.  
La clôture existante sera soit remplacée, soit réparée et prolongée le long du canal jusqu'au pont routier.
  - Les limites ouest et nord du PPI sont équipées de dispositif faisant obstacle aux chutes d'engins (mur...) sur ce périmètre et assurant l'évacuation hors du périmètre de tout rejet liquide issu des voies de circulation, elles-mêmes doublées de glissières de sécurité.
  - Toutes les activités autres que celles liées à l'exploitation du canal et à l'entretien des installations sont interdites à l'intérieur de ce périmètre. Cette interdiction s'applique notamment à tous les dépôts, les stockages de matières ou matériels, quelle qu'en soit la nature, susceptibles de polluer les eaux.
  - Le périmètre et les installations sont soigneusement entretenues et contrôlés périodiquement pour maintenir le dispositif en bon état..
  - La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique). L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

##### ARTICLE 4-2 : Périmètre de protection rapprochée (PPR)

D'une superficie approximative de 26 ha, le périmètre de protection rapprochée correspond au tronçon du canal principal et ses abords immédiats depuis le périmètre de protection immédiate jusqu'à la station de Pierre Blanche. Il concerne la commune de Mauguio.

Ce périmètre de protection rapprochée est propriété de BRL à l'exception des voies enjambant le canal.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles de ce périmètre, mentionnées dans l'extrait parcellaire joint au dossier.

Sur ces parcelles, toute activité pouvant contribuer à altérer la qualité des eaux **est interdite** et notamment :

- tout déversement dans le canal et ses abords immédiats, de matières ou d'objets ou produits polluants : déversements d'origine agricole, industrielle, domestique, pluviale ou de crue de cours d'eau, dépôts de déchets,
- toute activité autre que celle dévolue à l'entretien du canal,
- toute circulation de véhicules transportant des matières dangereuses, à l'exception des voies enjambant le canal,
- l'accès aux non riverains, à l'exception des voies enjambant le canal,
- la présence d'animaux en bordure du canal,
- toute modification des caractéristiques (largeur, tracé...) des voies de desserte longeant le canal,

Sur ces parcelles il convient de **prendre toutes dispositions** pour éviter les actes de malveillance et les chutes d'engins et en particulier :

- équiper les voies de desserte y compris celles enjambant le canal, de dispositifs canalisant hors du canal les eaux de ruissellement issues de la plateforme et empêchant la chute d'engins dans le canal.  
Les tableaux et plans du dossier détaillent les mesures de protection existantes ou à créer pour les rives droite et gauche du canal.
- Entretenir régulièrement les fossés des voies de desserte jouxtant le canal afin que la végétation ne constitue pas un obstacle à l'écoulement des eaux et ne soit pas à l'origine de débordement sur les chemins, voire dans le canal (par une taille manuelle ou mécanique de la végétation).
- Remplacer la buse Ø 150 assurant le drainage d'une chambre de vanne située au pK 57,125 par une pompe « vide cave » pour évacuer les eaux d'infiltration vers le fossé .
- Renforcer la signalisation relative à l'interdiction de circulation de certains engins. Des panneaux en nombre suffisant sont mis en place aux entrées des tronçons admis à la circulation des riverains. Ils portent la mention suivante « accès strictement réservé aux riverains, interdit aux véhicules transportant des matières dangereuses ».
- Maîtriser les déversements pluviaux au niveau du pont sur la RD 112. Un rehaussement des trottoirs du pont est nécessaire.
- Interdire toute voie nouvelle et traversée du canal sauf à prévoir des dispositifs interdisant impérativement les rejets dans le canal et la sortie de route.

#### **4 – 3 – Périmètre de protection éloignée (PPE)**

D'une superficie d'environ 140 ha, le PPE concerne la totalité du canal et ses abords immédiats depuis le PPR, station de Pierre Blanche jusqu'à la prise d'eau à Fourques. Il se situe sur les communes de Mauguio, Mudaison, Saint-Brès, Lansargues, Lunel-Viel et Lunel dans l'Hérault, et Gallargues-le-Montueux, Aigues-Vives, Codognan, Vergèze, Vestric et Condiac, Vauvert, le Cailar, Beauvoisin, Saint-Gilles, Bellegarde et Fourques dans le Gard.

Dans cette zone BRL met en œuvre la stratégie de sécurisation développée dans le document de novembre 1997 intitulé « programme de sécurisation » et résumée dans l'article 11 du présent arrêté.

#### **ARTICLE 5 : Publication des servitudes**

Le bénéficiaire de l'autorisation préfectorale assure **sans délai** la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée (voir extrait parcellaire joint en annexe).

Les servitudes instituées à l'article 5-2 dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (dans un **délai maximal de 3 mois** à compter de la signature du présent arrêté).

### **TRAITEMENT ET DISTRIBUTION DE L'EAU**

#### **ARTICLE 6 : Modalités de la distribution**

BRL est autorisé à distribuer de l'eau brute à des fins de potabilisation à partir de la station de pompage de Méjanelle dans le respect des modalités suivantes :

- les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la santé publique et ses textes d'application,
- la station de Méjanelle et le PPI sont propriété de BRL et sont aménagés conformément au présent arrêté.

##### La distribution

La station de pompage de Méjanelle alimente en eau brute, quatre stations de potabilisation :

- la station de potabilisation de Vauguières dont le maître d'ouvrage est le syndicat de l'Etang de l'Or, par la branche Vauguières,

- la station de potabilisation de Portaly dont le maître d'ouvrage est la ville de Montpellier, par la branche sud,
- les stations de potabilisation du Crès (maître d'ouvrage BRL) alimentant le SIAEP du Salaison, et d'Arago (maître d'ouvrage Montpellier) par la branche nord. La desserte de ces deux stations est assurée à partir du réservoir de la Séranne implanté sur la commune du Crès.

Dans le limite du débit de prélèvement autorisé si de nouveaux points de livraison d'eau brute à des fins de potabilisation sont créés après la signature du présent arrêté, le maître d'ouvrage fournira les éléments techniques au préfet (DDASS-Hérault), un an au moins avant la date prévue de livraison. Cela donnera lieu à une modification du présent arrêté après avis du Conseil départemental d'hygiène.

#### Les installations de traitement

La station de Méjanelle produit de l'eau brute, uniquement « tamisée ». Les traitements sont effectués dans les différentes stations de potabilisation.

Seule l'eau véhiculée par la branche Vauguières subit un prétraitement. Il s'agit d'injection de sulfate de cuivre ( $\text{CuSO}_4$  à 0,1 mg/l) directement dans la canalisation d'amenée. Ce traitement est réalisé par l'exploitant de la station de Vauguières, dans l'enceinte de la station de pompage de Méjanelle, afin de prévenir le développement de coquillages et d'algues dans la conduite. Une convention entre BRL et l'exploitant de la station de Vauguières régit cette intervention.

#### **ARTICLE 7 : Surveillance de la qualité de l'eau**

BRL veille au bon fonctionnement des systèmes de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau.

Tout dépassement des normes de qualité doit faire l'objet d'une enquête pour en rechercher l'origine. En cas de persistance de ces dépassements, l'autorisation pourra être retirée.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, BRL prévient la DDASS dès qu'il en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites aux frais de l'exploitant.

En cas d'arrêt de la station consécutif à une pollution, le redémarrage des installations ne pourra avoir lieu qu'après accord de la DDASS.

#### **ARTICLE 8 : Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau**

La qualité de l'eau de la station de pompage Méjanelle est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de BRL selon les tarifs et modalités fixés par la réglementation en vigueur.

Un contrôle de la qualité de l'eau, qui sera défini par l'autorité sanitaire au plus tard 6 mois après la signature du présent arrêté, sera réalisé aux différents points de livraison de l'eau brute.

Conformément aux prescriptions du décret 89-3 modifié du 3 janvier 1989, l'autorité sanitaire pourra adapter ce programme en fonction de l'évolution de la qualité de l'eau brute, ou d'événements particuliers susceptibles d'avoir une incidence sur la qualité de l'eau brute délivrée.

#### **ARTICLE 9 : Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations**

Les possibilités de prélèvement d'eau brute aux fins d'analyse sont les suivantes :

- directement dans le canal, à proximité de la prise d'eau,
- au niveau de la station Méjanelle, en fonction des étapes de prétraitement,
- sur la branche Vauguières (canalisation d'amenée d'eau vers la station de potabilisation de Vauguières), avant le point d'injection de sulfate de cuivre,
- aux points de livraison de l'eau brute alimentant les stations de potabilisation et en amont immédiat du traitement.

#### Les compteurs

Les volumes pompés sont estimés par le relevé des compteurs horaires de fonctionnement des pompes pour les branches sud et nord et par un débitmètre électromagnétique pour la branche Vauguières.

BRL fournira à la DDASS chaque année, un bilan mensuel des débits distribués en moyenne et en pointe à chaque station de potabilisation.

#### **ARTICLE 10 : Information sur la qualité de l'eau distribuée**

L'ensemble des résultats d'analyses des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire et les synthèses commentées que peut établir la DDASS sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée sont portés à la connaissance du public selon les dispositions de la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 11 : Mesures de sécurité**

Depuis Fourques, l'ensemble des installations, canaux, stations de pompage et prises d'eau est géré et exploité par BRL Exploitation.

Un système de surveillance en continu des installations a été mis en place. Il s'articule autour :

- d'une surveillance humaine quotidienne de l'ensemble des canaux (système d'astreinte et veille permanente permettant de réagir immédiatement) complétée par une convention passée avec une compagnie de gardes particuliers assermentés,
- d'un système de télétransmission installé à la station de Pichegu centralisant l'ensemble des actions de surveillance et permettant de déclencher une alerte,
- de la présence d'un truitomètre à la station de Pierre Blanche juste située en amont du bief de Méjanelle,
- d'un suivi analytique basé sur un système de détection développé par l'Ecole des Mines d'Alès.

Sécurisation des canaux. La gestion d'une pollution accidentelle est assurée à partir de :

- une surveillance continue des canaux avec procédures d'alerte fonctionnant en temps réel,
- une identification rapide et fiable du ou des polluants concernés,
- une mise en place de solutions correctives adéquates, fonction de la nature et de la concentration dans l'eau du ou des polluants concernés, de la saison, de la situation géographique ...
- un plan d'alerte et d'intervention qui s'articule avec les plans départementaux d'urgence et complété par un dispositif de surveillance et d'alerte sur le Rhône.

#### Réseaux de distribution

Les réseaux des branches nord et sud sont des réseaux sous pression. Pour la branche Vauguières, il s'agit d'une conduite gravitaire mais qui ne comporte pas de prises pour l'irrigation.

Les réseaux de distribution depuis la station de Méjanelle sont des réseaux ramifiés. C'est à dire que l'eau y circule toujours le même sens, empruntant successivement les gros adducteurs, les antennes principales puis secondaires jusqu'aux différents points de livraison. Une baisse de pression dans une conduite déclenche automatiquement l'arrêt de la branche correspondante des pompes de la Méjanelle ; des ventouses placées aux points hauts évitent la mise en dépression des tronçons hors services, par entrée d'air. Des soupapes de sécurité sont par ailleurs, installées tous les 2 à 3 km afin d'évacuer l'eau de la conduite en cas de surpression. Il ne doit donc pas y avoir de phénomènes de retours d'eau.

#### Interconnexion

En cas de défaillance technique ou autre de la station de Méjanelle, un maillage avec la station de Pierre Blanche permet d'alimenter la conduite sud desservant la station de potabilisation de Portaly et celle de Vauguières par l'intermédiaire d'un maillage existant entre les deux canalisations.

BRL engagera **dans un délai maximum d'un an** après la signature du présent arrêté, la procédure de régularisation administrative de la station de Pierre Blanche dans la mesure où cette station peut participer à l'alimentation en eau brute de certaines stations de potabilisation.

Pour la branche nord, une alimentation du réservoir de la Séranne est possible à partir du canal du Sommiérois. Dans ce cas, l'alimentation des stations du Crès et d'Arago ne seront plus assurées, dans la mesure où le canal du Sommiérois n'a pas fait l'objet d'une procédure de DUP avec instauration de périmètre de protection.

#### Plan de prévention de risque d'inondabilité (PPRI)

Au fur et à mesure de l'établissement des PPRI sur les communes concernées, et de l'évolution des connaissances BRL ajustera autant que de besoin les mesures de protection développées dans le cadre de sa stratégie de sécurisation.

## AUTORISATION AU TITRE DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

### ARTICLE 12 : Situation de l'ouvrage par rapport au Code de l'environnement

Conformément à l'article 40 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L214-1 à L214-6 du Code de l'environnement, les décrets du 14 septembre 1956 et du 19 octobre 1962 autorisant BRL à prélever de l'eau dans le Rhône, sont assimilés aux autorisations et récépissé de déclarations délivrés en application du Code de l'environnement.

## DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 13 : Plan et visite de récolement

BRL établit un plan de récolement des installations visé par un bureau d'études techniques indépendant à l'issue de la réalisation des travaux. Celui-ci est adressé au Préfet (DDASS-Hérault) dans un **délai de 3 mois** suivant l'achèvement des travaux.

Après réception de ce document une visite sera effectuée par les services de l'Etat (DDASS-Hérault) en présence du maître d'ouvrage et de l'exploitant.

### ARTICLE 14 : Entretien des ouvrages

Les ouvrages de captage, les dispositifs de protection et les systèmes de distribution sont régulièrement entretenus et contrôlés.

### ARTICLE 15 : Respect de l'application du présent arrêté

Le bénéficiaire de la présente autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

### ARTICLE 16 : Durée de validité

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que la station de Méjanelle participe à l'approvisionnement des collectivités citées dans cet arrêté, dans les conditions fixées par celui-ci.

### ARTICLE 17 : Notifications et publicité de l'arrêté

- le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en oeuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, et de sa publication à la conservation des hypothèques dans **un délai de trois mois** après la signature du présent arrêté,
- le présent arrêté est notifié aux maires de Mauguio (commune d'implantation de la station de Méjanelle) Mudaison, Saint-Brès, Lansargues, Lunel-Viel, Lunel dans l'Hérault, Gallargues-le-Montueux, Aigues-Vives, Codognan, Vergèze, Vestric et Candiac, Vauvert, le Cailar, Beauvoisin, Saint-Gilles, Bellegarde et Fourques dans le Gard en vue de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis,
- le présent arrêté est inséré dans les POS des communes de Mauguio, Mudaison, Saint-Brès, Lansargues, Lunel-Viel, Lunel dans l'Hérault, Gallargues-le-Montueux, Aigues-Vives, Codognan, Vergèze, Vestric et Candiac, Vauvert, le Cailar, Beauvoisin, Saint-Gilles, Bellegarde et Fourques dans le Gard dont la mise à jour doit être effectuée dans **un délai maximum de 3 mois** après la mise en demeure de Monsieur le Préfet,
- le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins des maires des communes concernées,
- un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux,
- le maître d'ouvrage transmet à la DDASS dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature de Monsieur le préfet, une note sur les accomplissements des formalités concernant :
  - la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
  - l'inscription aux hypothèques.

## ARTICLE 18 : Délais de recours et droits des tiers

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Montpellier (6, rue Pitot).

- **En ce qui concerne la déclaration d'utilité publique**

En application de l'article L 421-1 du Code de justice administrative :

- par toute personne ayant intérêt pour agir, dans **un délai de deux mois** à compter de son affichage en mairie.

- **En ce qui concerne les servitudes publiques**

En application de l'article R 421-1 du Code de justice administrative :

- par les propriétaires concernés dans **un délai de deux mois** à compter de sa notification.

- **En ce qui concerne le Code de l'environnement**

En application des articles L.22-6, L.214-10, L.216-2 du Code de l'environnement et dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement :

- par le bénéficiaire, dans **un délai de deux mois** à compter de la notification,
- par les tiers, dans **un délai de quatre ans** à compter de la publication ou de l'affichage, ce délai étant le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

## ARTICLE 19 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

- **Non-respect de la déclaration d'utilité publique**

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 30 000 F d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

- **Dégradation, pollution d'ouvrages**

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 F d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

## ARTICLE 20 :

Le Secrétaire général de la préfecture du Gard,

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Hérault,

Les Maires des communes de Mauguio, Mudaison, Saint-Brès, Lansargues, Lunel-Viel, Lunel dans l'Hérault, Gallargues-le-Montueux, Aigues-Vives, Codognan, Vergèze, Vestric et Candiac, Vauvert, le Cailar, Beauvoisin, Saint-Gilles, Bellegarde et Fourques dans le Gard

Le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du Gard et de l'Hérault,

Le Directeur départemental de l'équipement du Gard et de l'Hérault,

Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Gard et de l'Hérault,

Le Directeur des affaires civiles et économiques, de la défense et de la sécurité civile du Gard et de l'Hérault, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Hérault et du Gard et dont une ampliation sera également adressée au commissaire enquêteur.

Nîmes, le 12 AVRIL 2001

Montpellier, le 23 avril 2001

Pr. LE PREFET DU GARD,  
Le Secrétaire Général

Pr. LE PREFET DE L'HERAULT,  
Le Secrétaire Général

Jean-Paul BRISEUL

Michel JEANJEAN

Ampliation de l'arrêté dont l'original  
est conservé au registre des arrêtés  
Pour Le Préfet et par délégation  
Le Chef de Bureau



Brigitte CARDON



Liste des annexes :

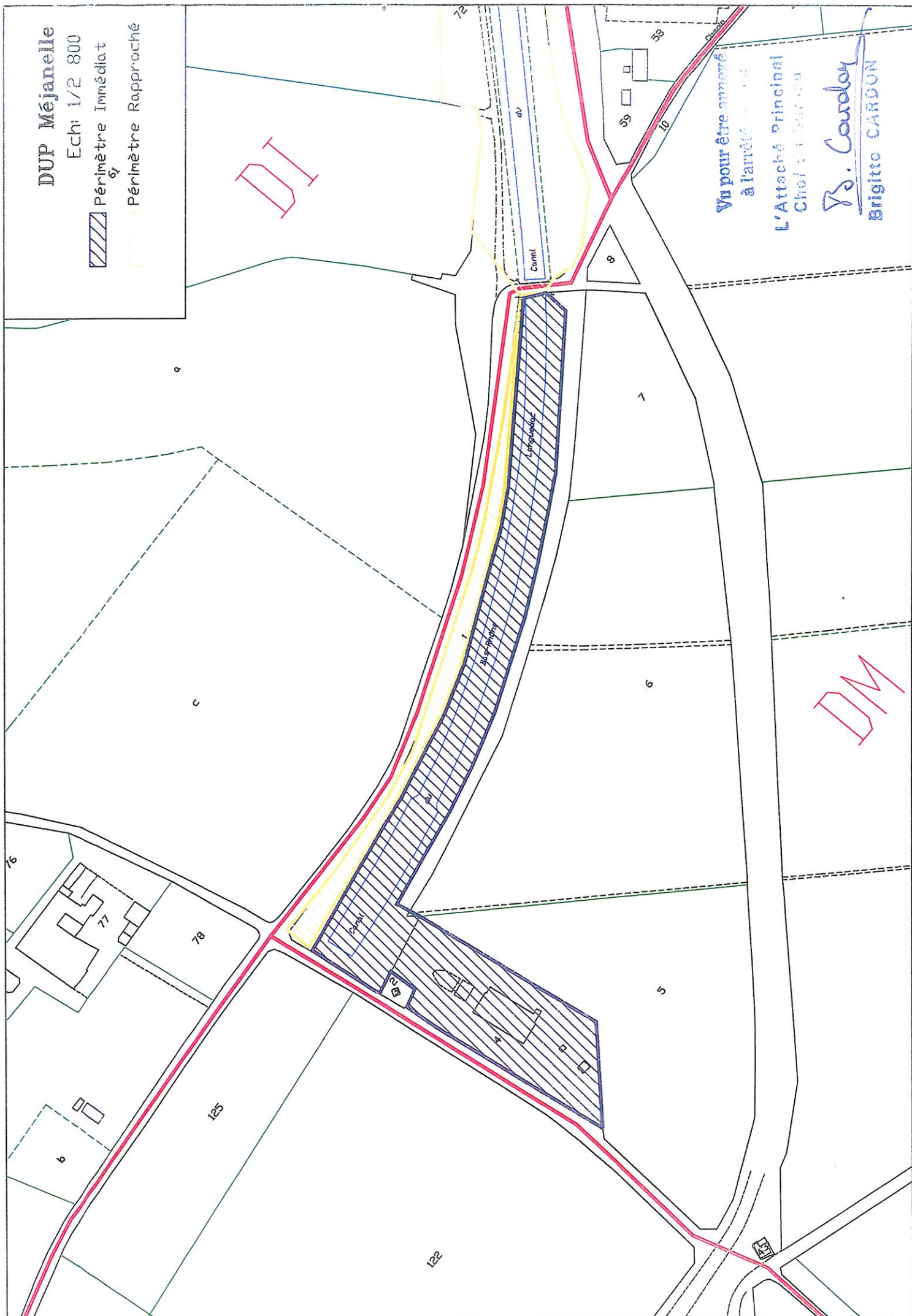
- Périmètre de protection immédiate, périmètre de protection rapprochée
- Etat parcellaire

DUP Méjanelle

Ech: 1/2 800

Périmètre Immédiat

Périmètre Rapproché



# ETAT PARCELLAIRE MEJANELLE

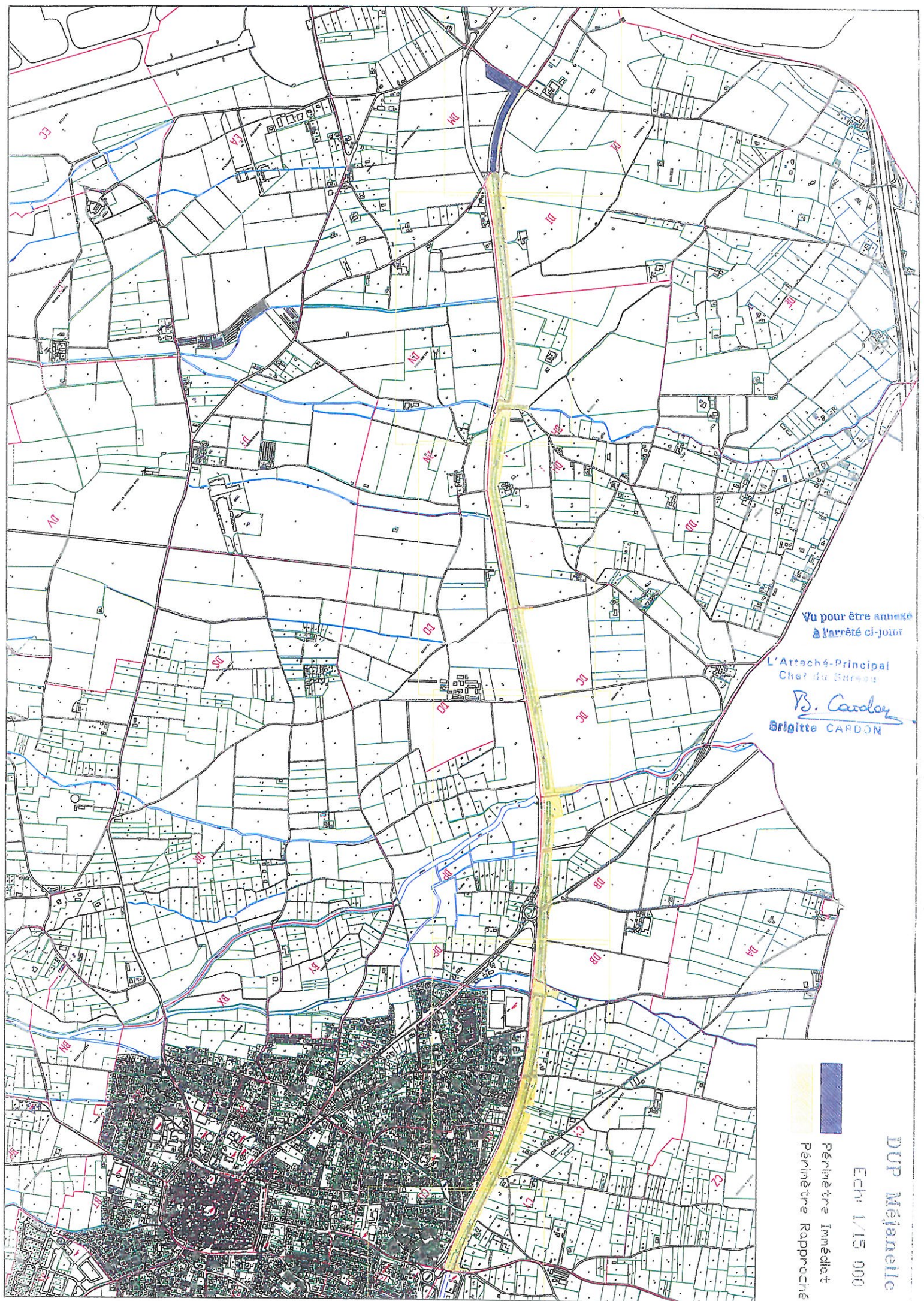
Commune d'implantation des terrains faisant partie des périmètres : MAUGUIO

Propriétaire des terrains faisant partie des périmètres de protection : BRL

Périmètre	Section	N° Parcelle	Lieu-dit
PPJ	DM	4	LA GARRIGUE BASSE
PPJ	DM	1 (pour partie)	LA GARRIGUE BASSE
PPR	DM	1 (pour partie)	LA GARRIGUE BASSE
PPR	DI	72 a (pour partie), b, c	LA BANQUIERE
PPR	DH	2 a, b	LA MOURRE
PPR	DH	20	LA MOURRE
PPR	DH	21 a, b	LA MOURRE
PPR	DC	14 a, b	LA TRIDE
PPR	DB	42 a, b	MAS NEUF ET AUROUX
PPR	DB	23 a, b	LE LANTERNIER
PPR	DB	22 a, b	LE LANTERNIER
PPR	CY	37	PETIT PEYRE BLANQUE
PPR	CY	58	PETIT PEYRE BLANQUE
PPR	CY	57	PETIT PEYRE BLANQUE
PPR	CY	59	PETIT PEYRE BLANQUE
PPR	CY	60	PETIT PEYRE BLANQUE
PPR	CY	83	PETIT PEYRE BLANQUE
PPR	CY	87	PETIT PEYRE BLANQUE
PPR	CY	168	PETIT PEYRE BLANQUE
PPR	CY	167	PETIT PEYRE BLANQUE

Vu pour être annexé  
à l'Arrêté de joint  
Cadastral

B. Cordas  
Brigitte CARPENTIER



Vu pour être annexé  
à l'arrêté ci-joint

L'Attaché-Principal  
Chef du Bureau

*B. Cardon*  
Brigitte CARDON



Périmètre Immédiat  
Périmètre Rapproché

Ech. 1/15 000

DUP Méjanelle

MINISTÈRE  
DE  
L'ÉDUCATION NATIONALE.

DIRECTION  
DE L'ARCHITECTURE.

BUREAU  
DES TRAVAUX ET CLASSEMENTS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques et  
notamment l'article 2, modifié et complété par la loi du 23 juillet 1927;

La commission des monuments historiques entendue;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le mitre de cheminée de la maison dite " le  
château " à VERGEZE ( Gard )

appartenant à Monsieur l'abbé FOUSSAT, curé à  
Vergèze ( Gard )

est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

ARTICLE 2.

Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, pour les  
archives de la préfecture, au maire de la commune de Vergèze et  
au propriétaire

qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 6 DEC 1949

Par délégation

Le Directeur de l'Architecture

T. S. V. P.

960489

  
DIRECTION RÉGIONALE DE  
**L'ENVIRONNEMENT**  
LANGUEDOC-ROUSSILLON

COPIE

21 AOUT 1996

## A R R E T E

portant création de la Zone de Protection  
du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager  
du Château de Montcalm  
(communes de Vestric et Cadiac, Vauvert, Vergèze)

Le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Urbanisme,
- VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les Monuments Historiques,
- VU la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les départements, les régions et l'Etat, notamment en ses articles 69 à 72,
- VU la loi n° 84-360 du 12 juillet 1983 modifiée relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,
- VU le décret n° 84-304 du 25 avril 1984 relatif aux zones de protection du patrimoine architectural et urbain,
- VU le décret n° 84-305 du 25 avril 1984 relatif au Collège Régional du Patrimoine et des Sites,
- VU la loi n° 93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages (notamment en son article 6), et modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquête publique,
- VU l'arrêté du 15 mai 1944 portant inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du Château de Montcalm avec ses communs

**VU** l'arrêté du Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, en date du 2 janvier 1992 portant création du Collège Régional du Patrimoine et des Sites,

**VU** l'arrêté du Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, du 5 août 1992 modifiant l'arrêté précité,

**VU** les délibérations des Conseils Municipaux de Vauvert en date du 26 février 1990, Vestric et Candiac en date du 22 mars 1990 et de Vergèze en date du 23 février 1994 décidant la mise à l'étude d'un projet de Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager,

**VU** l'avis favorable des Conseils Municipaux de Vestric et Candiac en date du 11 mai 1994, Vauvert en date du 7 février 1995, Vergèze en date du 22 mars 1995, sur l'étude qui leur est présentée,

**VU** l'arrêté du 31 juillet 1995 du Préfet du département du Gard soumettant à enquête publique le projet de Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager du Château de Montcalm,

**VU** les conclusions du Commissaire enquêteur en date du 24 octobre 1995,

**VU** l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 15 septembre 1995,

**VU** l'avis favorable du Préfet de département du Gard en date du 5 août 1996,

**VU** l'avis favorable du Collège Régional du Patrimoine et des Sites en date du 20 décembre 1995,

**VU** les délibérations des Conseils Municipaux de Vestric et Candiac en date du 29 mars 1996, Vergèze en date du 18 avril 1996, Vauvert en date du 24 juin 1996 donnant un avis favorable au projet de Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager,

Sur proposition du Secrétaire Général des Affaires Régionales

# ARRETE

## ARTICLE 1

Il est créé sur les communes de Vestric et Candiac, Vauvert et Vergèze une Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager dite du Château de Montcalm.

## ARTICLE 2

La délimitation de la zone de protection mentionnée à l'article 1 ci-dessus est déterminée par les documents graphiques annexés au présent arrêté.

## ARTICLE 3

Les prescriptions particulières applicables à la zone de protection mentionnée à l'article 1 ci-dessus sont définies dans le règlement annexé au présent arrêté.

## ARTICLE 4

Outre les pièces présentées, le dossier comporte un rapport de présentation.

## ARTICLE 5

Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de l'Équipement, du Logement et du Tourisme, sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Région et de la Préfecture de Département et mention faite dans deux journaux du département.

## ARTICLE 6

Le dossier est consultable en mairie de Vestric et Candiac, Vauvert, Vergèze et à la Préfecture du Gard (Service Départemental de l'Architecture).

## ARTICLE 7

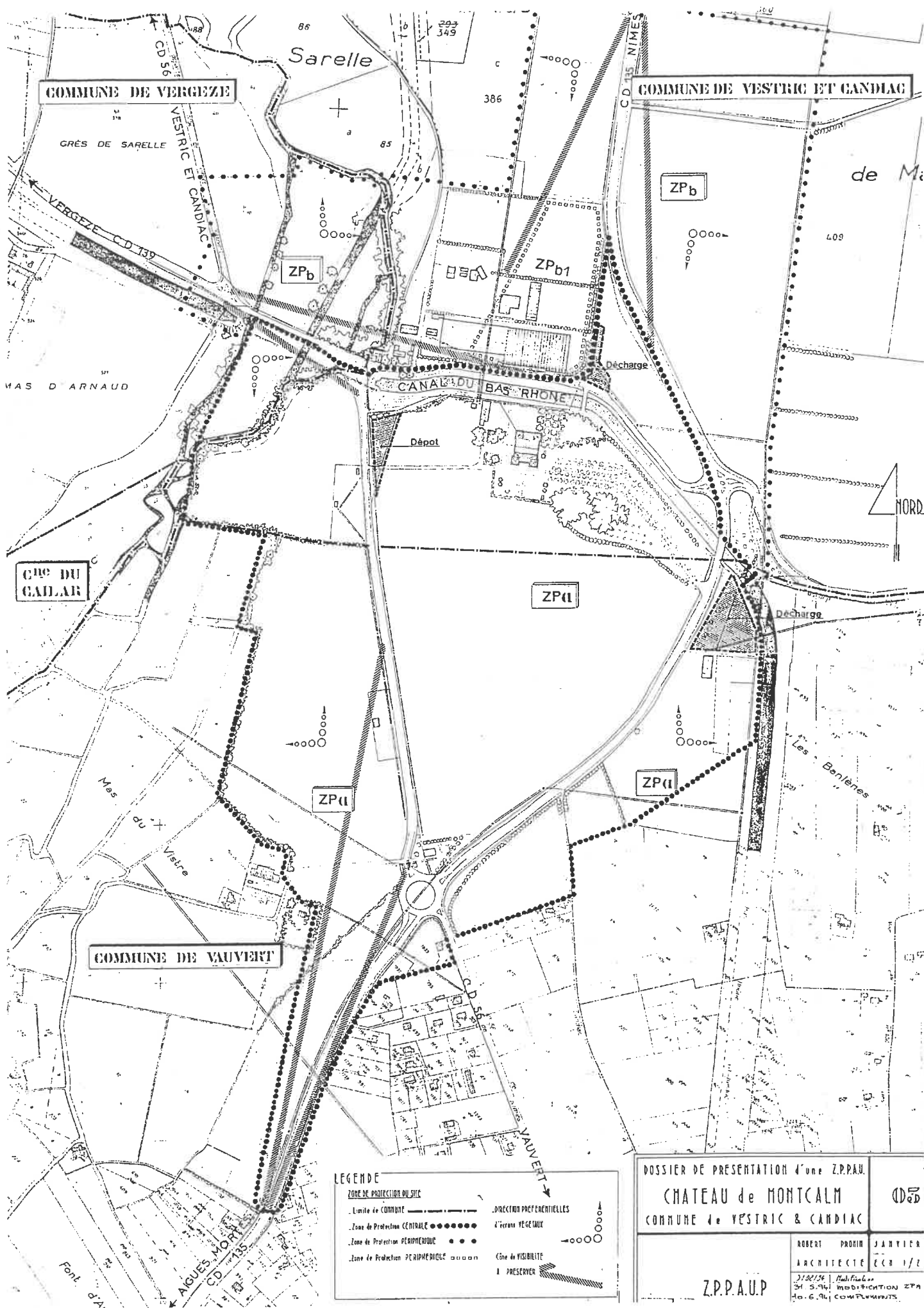
Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département et aux Maires des communes intéressées qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

fait à Montpellier, le

**21 AOUT 1996**

Le Préfet

Bernard MONGINET



# LEGENDE

## ZONE DE PROTECTION DU SITE

Limite de commune

Zone de Protection CENTRALE

Zone de Protection PERIMÉTRIQUE

Zone de Protection PERIMÉTRIQUE

DIRECTION PRÉFÉRENTIELLES

d'écoulement

Cône de VISIBILITÉ

à préserver

DOSSIER DE PRÉSENTATION d'une Z.P.P.A.U.P.

CHATEAU de MONTCALM

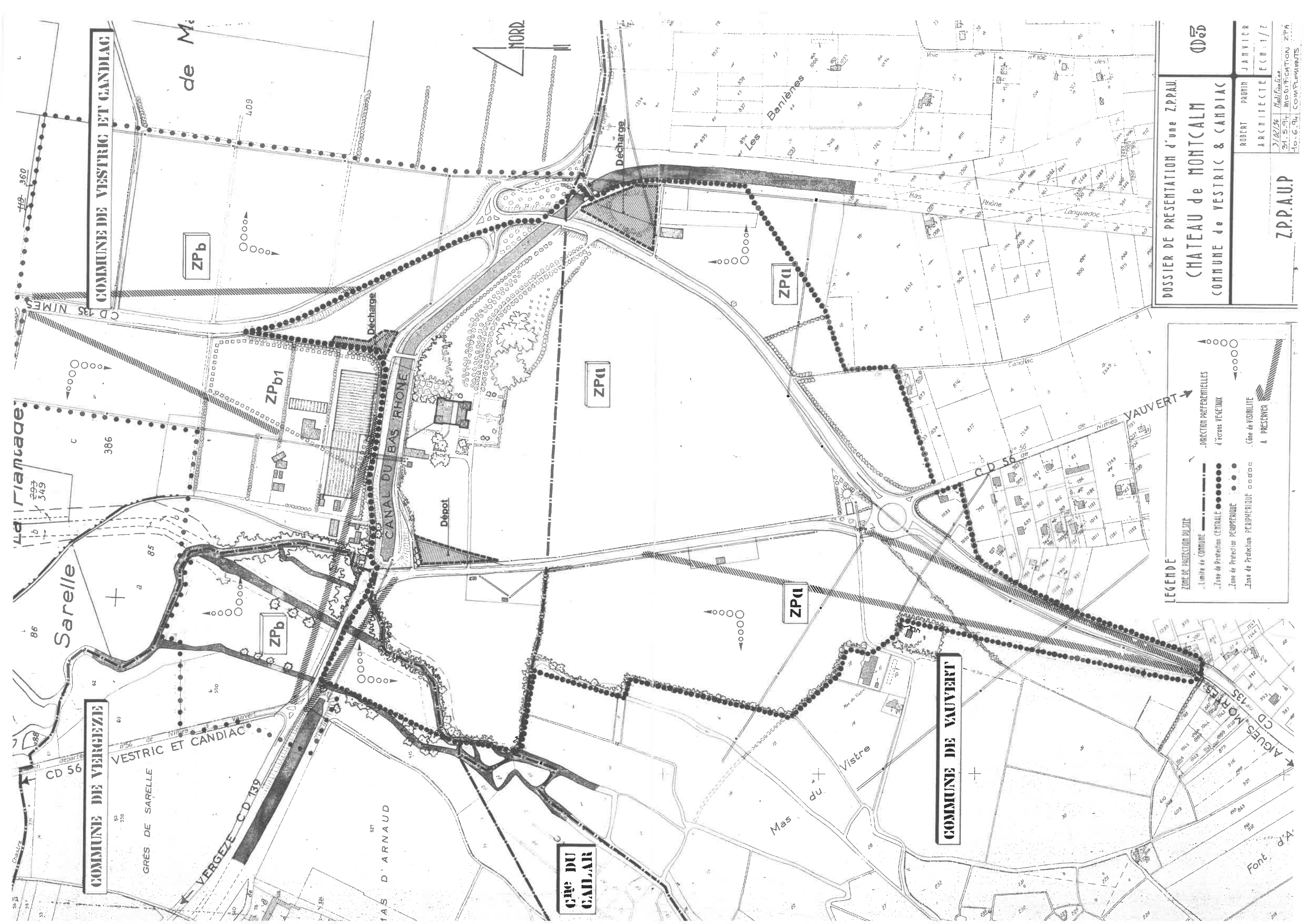
COMMUNE de VESTRIC & CANDIAC

ROBERT PROHIN JANVIER

ARCHITECTE ECR 1/2

Z.P.P.A.U.P.

31/01/96 Modifié  
31.5.96 MODIFICATION ZPA  
10.6.96 COMPLEMENTS



COMMUNE DE VERGEZE

COMMUNE DE VESTRIC ET CANDIAC

COMMUNE DE VAUVERT

CNE DU  
CAILLAR

**LEGENDE**

**ZONE DE PROTECTION DU SITE**

- Limite de CONTOUR
- Zone de Protection CENTRALE
- Zone de Protection PERIMETRIQUE
- Zone de Protection PERIMETRIQUE

**DIRECTION PREFERENTIELLES d'écoulement**

**Cône de VISIBILITE A PRESERVER**

**DOSSIER DE PRESENTATION d'une Z.P.P.A.U.**

**CHATEAU de MONTCALM**

**COMMUNE de VESTRIC & CANDIAC**

**Z.P.P.A.U.P**

ROBERT PRONIN	JANVIER
ARCHITECTE	E.C.H. 1/2
3/02/94	Modification
31.5.94	MODIFICATION Z.P.A.
10.6.94	COMPLÉMENTS



VOS RÉF. Votre courrier du 1<sup>er</sup> mars 2021  
NOS RÉF. TER-PAC-2021-30344-CAS-  
156375-K9C0F9  
INTERLOCUTEUR : Julien BRUN  
TÉLÉPHONE : 06.22.78.35.43  
E-MAIL : [julien.brun@rte-france.com](mailto:julien.brun@rte-france.com)  
OBJET : Porter à connaissance –  
PLU de Vergèze

DDTM du Gard  
89 Rue Weber  
30907 NIMES – Cedex 2  
A l'attention de Mme Lahondes  
Marseille, le 16 mars 2021

Madame,

Nous accusons réception du courrier relatif au porter à connaissance concernant le projet de révision du **PLU de la commune de Vergèze**, transmis par vos services pour avis le 4 mars 2021.

RTE, Réseau de Transport d'Electricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect de la réglementation, notamment l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Lignes aériennes 63 000 volts :

LIGNE AERIENNE 63kV LUNEL-VIEL - VESTRIC  
LIGNE AERIENNE 63kV LA TABLE - VESTRIC  
LIGNE AERIENNE 63kV BOUILLENS – LA TABLE  
LIGNE AERIENNE 63kV LA TABLE – VAUVERT

Au regard des éléments précités, et afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique, RTE attire l'attention des services sur les observations ci-dessous :



## 1/ Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4)

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'Urbanisme, nous vous demandons d'insérer en annexe du PLU les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Nous vous informons que l'emplacement de nos ouvrages listés ci-dessus est disponible sur le site de l'Open Data de Réseaux Energies :

<https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>

Pour information, il est possible de télécharger les données en vous y connectant.

Enfin, compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, il convient de mentionner, en complément de la liste des servitudes en annexe de votre PLU, le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux de RTE chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur le territoire de Vergèze :

**RTE**  
**Groupe Maintenance Réseaux Cévennes**  
**18 Boulevard Talabot**  
**30006 Nîmes**

## 2/ Le Règlement

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des « *équipements d'intérêt collectif et services publics* » (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'Urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées* » (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « *constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics* » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations).

Par conséquent, il conviendra de faire préciser au chapitre des dispositions générales ou dans chaque zone impactée :

### 2.1. Pour les lignes HTB

- Que le PLU autorise la construction d'ouvrages électriques à haute et très haute tension dans les zones concernées, afin que nous puissions réaliser les travaux de maintenance et de modification ou la surélévation de nos lignes pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ;
- Que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB, faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes ;



- Que la hauteur spécifiée dans le règlement n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou services d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris ;
- Que les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics.

### **3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés (EBC)**

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité peuvent être situés en partie dans un EBC.

Or, nous attirons votre attention sur le fait que les servitudes I4 d'établissement et d'entretien des ouvrages RTE sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC. Dans le cas d'une ligne électrique existante, un tel classement serait illégal. Cette absence de prise en compte serait par ailleurs de nature à fragiliser juridiquement le document d'urbanisme et pourrait conduire, en cas de contentieux, à son annulation (*Conseil d'Etat, 13 octobre 1982, Commune de Roumare, Conseil d'Etat, 14 novembre 2014, Commune de Neuilly-Plaisance*).

Dans le cadre des servitudes d'élagage et d'abattage d'arbres, RTE coupe les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. La largeur de cette zone d'entretien dépend de la topologie des lignes. Elle est donc déterminée spécifiquement pour chaque portée par des experts.

Nous vous demandons par conséquent que, sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages concernés soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages et que soient retranchés des espaces boisés classés les bandes suivantes :

- 20 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 63 000 volts.

Enfin, nous vous précisons qu'il est important que vous nous transmettiez un dossier complet du projet d'arrêt du PLU afin que nous soyons en mesure d'émettre un avis. De préférence, nous souhaiterions recevoir ce dossier du projet arrêté sous la forme de fichiers téléchargeables directement via un lien Internet.

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et nous vous prions d'agréer, Madame, l'assurance de notre considération très distinguée.

Isabelle ODOE-RAYBAUD  
Chef du service Concertation Environnement Tiers

Copie : Mairie de Vergèze

Annexe(s) : Recommandations à respecter aux abords des ouvrages électriques.

Direction des Opérations  
Pôle Exploitation Rhône-Méditerranée  
Département Maintenance Données et Travaux Tiers  
10 rue Pierre Semard  
CS 50329 - 69363 LYON CEDEX 07  
Téléphone +33(0)4 78 65 59 59  
[www.grtgaz.com](http://www.grtgaz.com)

D.D.T.M. DU GARD  
SERVICE AMENAGEMENTS TERRITORIAUX  
89 RUE WÉBER  
CS 52002  
30907 NIMES CEDEX 2

Affaire suivie par : Lorie LAHONDES

VOS RÉF.	PAC PLU VERGEZE
NOS RÉF.	U2021-000115
INTERLOCUTEUR	Nicolas ALLOUCHE – tél : 04.78.65.59.45
OBJET	Consultation pour le Porter à Connaissance (PAC) dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Vergèze (30310)

Lyon, le 31 mars 2021

Madame,

En réponse à votre demande reçue par nos services en date du 04/03/2021 relative à la révision du PLU de la commune de Vergèze (30), nous vous informons que cette commune est impactée par des ouvrages de transport de gaz naturel haute pression appartenant à GRTgaz.

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

Au travers des textes réglementaires, des dispositions visant à garantir l'exploitation et la sécurité des ouvrages de transport de gaz naturel et à maîtriser l'urbanisation à proximité de ces mêmes ouvrages existent et doivent être prises en compte dans les réflexions et documents d'urbanisme.

En effet, c'est à l'occasion de l'évolution des documents d'urbanisme, que doivent être intégrés les éléments relatifs à nos ouvrages de manière à concilier les enjeux de densification urbaine et de sécurité pour les personnes et les biens (articles L.101-2, L.151-43 et L.152-7 du Code de l'Urbanisme). Cette intégration doit intervenir à plusieurs niveaux dans le PLU.

Aussi, nous vous prions de bien vouloir trouver sous ce pli des renseignements caractérisant nos ouvrages et précisant les dispositions qui s'y rattachent :

- Une fiche de présentation des ouvrages impactant le territoire et les coordonnées de GRTgaz ;
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (I3) ;
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation (I1) ;
- Une fiche de rappel de la réglementation anti-endommagement ;
- Une fiche d'aide à l'intégration des ouvrages de transport de gaz naturel dans les différentes pièces du PLU.

Enfin, nous vous demandons de bien vouloir nous faire parvenir, pour consultation, le projet de révision du PLU « arrêté » afin que nous puissions vous faire part de nos observations éventuelles.

Nous restons à votre disposition et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations les meilleures.



**V. THEVENET**  
Technicienne TTU confirmée

P.J. : 5 fiches.

Copie : Mairie de Vergèze.

## FICHE DE PRESENTATION DES OUVRAGES DE GRTgaz IMPACTANT LE TERRITOIRE

Le territoire de la commune de Vergèze est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz naturel haute pression, exploités par la société GRTgaz, dont les caractéristiques sont explicitées dans le tableau ci-dessous.

Il s'agit de canalisations et d'une installation annexe.

Pour permettre une bonne exploitation du réseau GRTgaz, il est souhaitable de faire apparaître, en tête du règlement des zones du PLU, la mention suivante : « *Sont admis, dans l'ensemble des zones définies ci-après sauf mention contraire, les canalisations (conduites enterrées et installations annexes) de transport de gaz ou assimilé y compris les ouvrages techniques nécessaires à leur fonctionnement et leur bornage, ainsi que les affouillements et exhaussements inhérents à leur construction et aux interventions ultérieures relatives au maintien de la sécurité.* »

De plus, dans chaque zone traversée par un ouvrage GRTgaz, il est nécessaire que soient autorisés à la construction les équipements d'intérêt collectif et de service public.

### I. COORDONNEES de GRTgaz

Pour toute information ou demande relative à ces ouvrages ou pour l'application des différentes servitudes d'utilité publique associées, il sera nécessaire de se rapprocher du service :

**GRTgaz - DO – PERM**  
**Équipe Travaux Tiers & Urbanisme**  
**10 rue Pierre Semard - CS 50329**  
**69363 LYON CEDEX 07**  
**Tél : 04 78 65 59 59**

*En cas d'urgence ou d'incident sur nos ouvrages, un Numéro VERT est disponible 24h/24 : **0800 24 61 02***

### II. CANALISATIONS

#### Canalisations traversant la commune

Ces ouvrages impactent le territoire à la fois pour les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage I3) et pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation I1).

Nom Canalisation	DN (-)	PMS (bar)
Alimentation VERGEZE CI VERRERIE DU LANGUEDOC	100	67.7
ANTENNE NIMES MONTPELLIER	150	58.1
ARTERE DU LANGUEDOC	400	67.7
ARTERE DU MIDI	800	80

*DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service*

### III. INSTALLATION ANNEXE

Afin de permettre un fonctionnement de ces ouvrages, dans les meilleures conditions technico-économiques et de sécurité, des installations annexes sont connectées à ces canalisations. Elles sont implantées sur des terrains propriétés de GRTgaz. Cet ouvrage impacte le territoire uniquement pour les servitudes d'utilité publique d'effets (voir fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation I1).

#### Installation annexe situées sur la commune :

Nom Installation Annexe
VERGEZE CI O-I France SAS

## LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE D'IMPLANTATION ET DE PASSAGE

### SERVITUDE I3

Les ouvrages indiqués dans la fiche de présentation ont été déclarés d'utilité publique.

Des conventions de servitudes amiables sont signées à la pose des canalisations avec les propriétaires des parcelles traversées.

Dans le cas général, est associée aux canalisations, une bande de servitude, libre passage (non constructible et non plantable) pouvant aller jusqu'à 20 mètres de largeur totale.

Dans cette bande de terrain (zone *non aedificandi* et *non sylvandi*) aussi appelée « bande étroite » ou « bande de servitudes fortes », GRTgaz est autorisé à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires.

Dans cette bande, les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou arbustes potentiellement de plus de 2,7 mètres de hauteur et toutes pratiques culturales dépassant plus de 0,6 mètre de profondeur sont interdites. De même, la pose de branchements en parallèle à nos canalisations dans la bande de servitude est interdite.

Dans une bande appelée également « bande large » ou « bande de servitudes faibles », dans laquelle est incluse la bande étroite, GRTgaz est autorisé à accéder en tout temps au dit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations. Cette bande peut aller jusqu'à 40 mètres.

#### **Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement**

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés.

Nous rappelons également que :

- pour les secteurs du PLU relatifs aux Espaces Boisés Classés (existants ou à venir), il est impératif d'exclure de ceux-ci la bande de servitudes fortes.
- selon le Décret n°67-886 du 07/10/1967 et la jurisprudence : "...il est à noter que même lorsqu'elles résultent de conventions amiables, sur tout ou partie de leur tracé, les servitudes sont considérées comme étant d'utilité publique si la canalisation a été déclarée d'intérêt général ou d'utilité publique...Elles doivent donc systématiquement être annexées aux PLU, sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités légales d'institution des servitudes."

L'adresse du service gestionnaire de cette servitude est la suivante :

**GRTgaz - DO – PERM**  
**Équipe Travaux Tiers & Urbanisme**  
**10 rue Pierre Semard**  
**CS 50329**  
**69363 LYON CEDEX 07**  
**Tél : 04 78 65 59 59.**

## LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE RELATIVES A LA MAITRISE DE L'URBANISATION SERVITUDE I1

En application du Code de l'Environnement, chapitre V du Titre V et du Livre V, l'arrêté préfectoral n°20-092-DREAL du 22/01/2020 instaure des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel.

Le Gestionnaire de cette servitude est la DREAL OCCITANIE.

Les servitudes portent sur les terrains situés à proximité des canalisations et de l'installation annexe jusqu'aux distances figurant dans les tableaux suivants :

Canalisations	DN (-)	PMS (bar)	Distance des SUP en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
			SUP 1	SUP 2	SUP 3
Alimentation VERGEZE CI VERRERIE DU LANGUEDOC	100	67.7	30	5	5
ANTENNE NIMES MONTPELLIER	150	58.1	45	5	5
ARTERE DU LANGUEDOC	400	67.7	150	5	5
ARTERE DU MIDI	800	80	395	5	5

*DN : Diamètre nominal (sans unité) ; PMS : Pression Maximale en Service*

Installation annexe	Distances des SUP en mètres (à partir de l'emprise de l'installation)		
	SUP 1	SUP 2	SUP 3
VERGEZE CI O-I France SAS	35	6	6

En application des dispositions de l'article R.555-30 du code de l'environnement, les règles de servitude sont les suivantes :

**SUP 1** : La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes et/ou à un immeuble de grande hauteur, est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité.

Ainsi, cette analyse de compatibilité, mentionnée à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme, doit faire état de la compatibilité du projet de construction ou d'extension de l'ERP ou de l'IGH concerné, avec l'étude de dangers fournie par le gestionnaire de la canalisation (*CERFA N° 15016\*01 : Formulaire de demande des éléments utiles de l'étude de dangers d'une canalisation de transport en vue d'analyser la compatibilité d'un projet d'établissement recevant du public (ERP) ou d'un projet d'immeuble de grande hauteur (IGH) avec cette canalisation*).

La procédure d'analyse de la compatibilité de la construction ou de l'extension de l'ERP ou de l'IGH avec la canalisation est conduite en amont du dépôt de la demande du permis de construire. Il appartient en effet au demandeur d'obtenir les avis requis au titre de cette procédure. L'analyse de compatibilité jointe à la demande de permis de construire doit ainsi être accompagnée de l'avis favorable du transporteur. Cet avis peut être favorable sous réserve de réalisation de mesures de protection de la canalisation à la charge du pétitionnaire.

En cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R555-31 du code de l'environnement sera requis.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié.

L'article R.555-31 du code de l'environnement précise que : « Lorsque l'analyse de compatibilité prévoit des mesures particulières de protection de la canalisation, le maire ne peut autoriser l'ouverture de l'établissement recevant du public ou l'occupation de l'immeuble de grande hauteur qu'après réception d'un certificat de vérification de leur mise en place effective fourni par le transporteur concerné »

**SUP 2** : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

**SUP 3** : Est interdite l'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur.

En application des dispositions de l'article R.555-30-1 du Code de l'environnement, **le maire doit informer GRTgaz de toute demande** de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans la zone d'effets SUP1.

GRTgaz conseille d'étendre cette pratique à tout projet de travaux relevant d'une simple déclaration préalable dès lors qu'il prévoit une extension de construction ou des terrassements en direction d'un ouvrage GRTgaz, afin de détecter une éventuelle incompatibilité avant l'envoi par le responsable de projet des DT-DICT imposées par le code de l'environnement (Livre V – Titre V – Chapitre IV).

Il en va de même pour les autorisations de travaux, au titre des articles R.122-22 et R.123-22 du code de la construction et de l'habitation.

### **Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans les orientations de développement**

En application des articles L.151-43 et L.152-7 ainsi que l'article R.151-51 du Code de l'Urbanisme, ces servitudes d'utilité publique doivent être mentionnées sur la liste des servitudes des documents d'urbanisme et des éléments graphiques associés. La servitude I1 (SUP 1) doit également apparaître dans les documents graphiques du règlement des zones U, AU, A et N en application de l'article R.151-34 du code de l'urbanisme.

GRTgaz s'efforce de faire le maximum pour garantir la sécurité de ses ouvrages en choisissant des tracés limitant l'impact potentiel de la canalisation sur son environnement.

GRTgaz ne souhaite donc pas, dans ces zones de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation, donner un avis favorable à la réalisation de projets d'urbanisme, qu'il conviendra d'éloigner autant que possible des ouvrages ci-dessus visés.

En complément de l'effet direct de ces servitudes d'utilité publique sur les ERP et IGH, il conviendra de veiller à toute évolution en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En effet, l'article L.101-2 du code de l'urbanisme précise que « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre [...] l'équilibre entre [...] la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

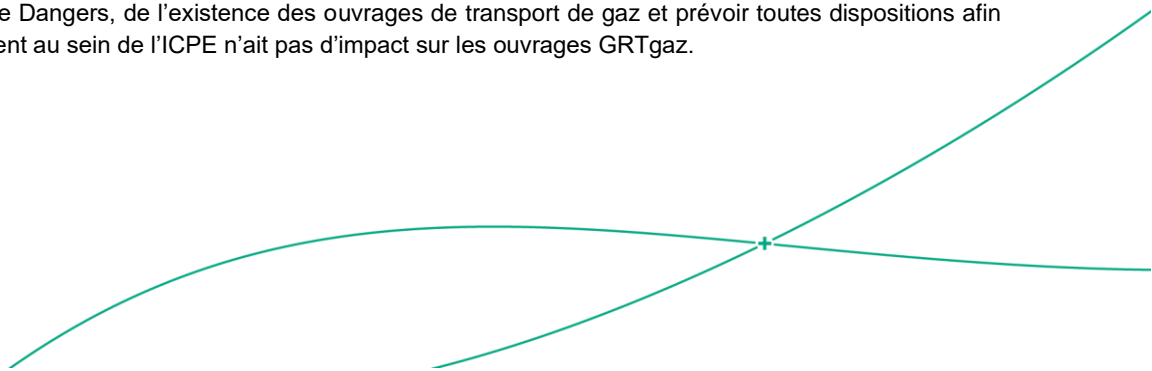
Aussi, l'attention doit être attirée sur les risques potentiels que présentent les ouvrages et inciter à la vigilance en matière de maîtrise de l'urbanisation dans ces zones. Les projets de rénovation, de développement urbain et autres orientations d'aménagements doivent être cohérents avec cette préoccupation et si possible privilégier des zones non impactées par nos ouvrages.

Ainsi, il convient d'éviter la création de zone à urbaniser dans les SUP des ouvrages GRTgaz et la densification des zones déjà ouvertes à l'urbanisation.

Cette préoccupation globale doit être intégrée dans la réflexion de l'évolution du territoire et retranscrite dans les documents d'urbanisme, notamment dans le rapport de présentation, le règlement et le PADD.

### **Implantation d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) à proximité de nos ouvrages**

Dans le cadre de l'instruction d'un permis de construire pour une ICPE, le Maître d'ouvrage de l'ICPE doit tenir compte, notamment dans l'Etude de Dangers, de l'existence des ouvrages de transport de gaz et prévoir toutes dispositions afin qu'un incident ou un accident au sein de l'ICPE n'ait pas d'impact sur les ouvrages GRTgaz.



## **RAPPEL DE LA REGLEMENTATION ANTI-ENDOMMAGEMENT**

Les collectivités territoriales sont un acteur clé de la prévention de l'endommagement des réseaux lors de travaux et peuvent être concernées à plusieurs titres, notamment :

- exploitant de réseaux en propre ;
- maître d'ouvrage lorsque vous avez des projets de travaux ;
- exécutant de travaux lorsque vos services techniques entreprennent eux-mêmes la réalisation de travaux.

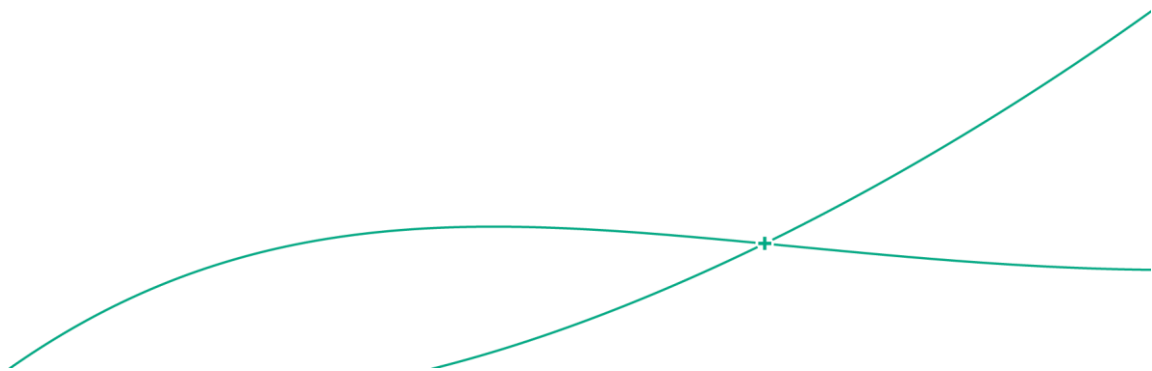
Pour plus d'information sur cette réglementation, merci de consulter le site internet du guichet unique des réseaux : [www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)

Il est également à noter que chaque mairie doit fournir un accès internet au guichet unique des réseaux, ou tenir à disposition de ses administrés qui n'auraient pas de connexion internet, une liste exhaustive et les coordonnées des exploitants d'ouvrages implantés sur son territoire (service offert par le guichet unique sur demande de la mairie).

Plus particulièrement, le Code de l'Environnement – Livre V – Titre V – Chapitre IV impose à tout responsable d'un projet de travaux, sur le domaine public comme dans les propriétés privées, de consulter le Guichet Unique des réseaux (téléservice [www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)) afin de prendre connaissance des noms et adresses des exploitants de réseaux présents à proximité de son projet, puis de leur adresser une Déclaration de projet de Travaux (DT).

Les exécutants de travaux doivent également consulter le Guichet Unique des réseaux et adresser aux exploitants s'étant déclarés concernés par le projet une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT).

Conformément à l'article R.554-26 du Code de l'Environnement, **lorsque le nom de GRTgaz est indiqué** en réponse à la consultation du Guichet Unique des réseaux, **les travaux ne peuvent être entrepris tant que GRTgaz n'a pas répondu à la DICT et repéré ses ouvrages lors d'un rendez-vous sur site.**



Nîmes, le 22 JANVIER 2020

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

Direction des Risques Industriels  
Département Véhicules, ESP, Canalisations

Unité inter-départementale Gard-Lozère

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20-092-DREAL**  
**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques**  
**autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits**  
**chimiques sur la commune de Vergèze**

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 555-16, R.555-30, R.555-30-1 et R.555-31 ;

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R. 122-22 et R. 123-46 ;

**Vu** l'arrêté du 5 mars 2014 modifié définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

**Vu** le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, en date du 24/10/2019 ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologique du Gard le 19/11/2019 ;

**Considérant** que selon l'article L 555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

**Considérant** que selon l'article R. 555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L. 555-16, trois périmètres à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation, sont définis ; les critères de ces périmètres sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée <sup>(1)</sup> au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- ✓ PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- ✓ DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- ✓ Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

**Nom de la commune : Vergèze**

**Code INSEE : 30344**

### **CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL EXPLOITÉE PAR LE TRANSPORTEUR :**

GRTgaz  
Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling  
92277 BOIS COLOMBES Cedex

### **Ouvrages traversant la commune :**

NOM DE LA CANALISATION	PMS (BAR)	DN	LONGUEUR DANS LA COMMUNE (EN MÈTRES)	IMPLANTATION	DISTANCES S.U.P. (EN MÈTRES DE PART ET D'AUTRE DE LA CANALISATION)		
					SUP1	SUP2	SUP3
ALIMENTATION VERGEZE CI VERRERIE DU LANGUEDOC	67.7	100	45	ENTERRE	30	5	5
ARTERE DU LANGUEDOC	67.7	400	2002	ENTERRE	150	5	5
ALIMENTATION VERGEZE CI VERRERIE DU LANGUEDOC	67.7	100	470	ENTERRE	30	5	5
ANTENNE NIMES MONTPELLIER	58.1	150	1140	ENTERRE	45	5	5
ARTERE DU MIDI	80.0	800	1043	ENTERRE	395	5	5

**Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :**

Néant

**Installations annexes situées sur la commune :**

NOM DE L'INSTALLATION	DISTANCES S.U.P. EN MÈTRES (À PARTIR DE L'INSTALLATION)		
	SUP1 (*)	SUP2	SUP3
VERGEZE CI OWENS ILLINOIS	35	6	6

\* NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

**Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière :**

Néant

**Article 2 :**

Conformément à l'article R. 555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

**Servitude SUP1**, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur et son ouverture est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 modifié susvisé.

**Servitude SUP2**, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Servitude SUP3**, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

**Article 3 :**

Conformément à l'article R.555-30-1 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de toute demande de permis de construire, de certificat d'urbanisme opérationnel ou de permis d'aménager concernant un projet situé dans l'une des zones définies à l'article 2.

**Article 4 :**

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

**Article 5 :**

En application du R554-60 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la préfecture du Gard et adressé au maire de la commune de **Vergèze**.

**Article 6 :**

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

**Article 7 :**

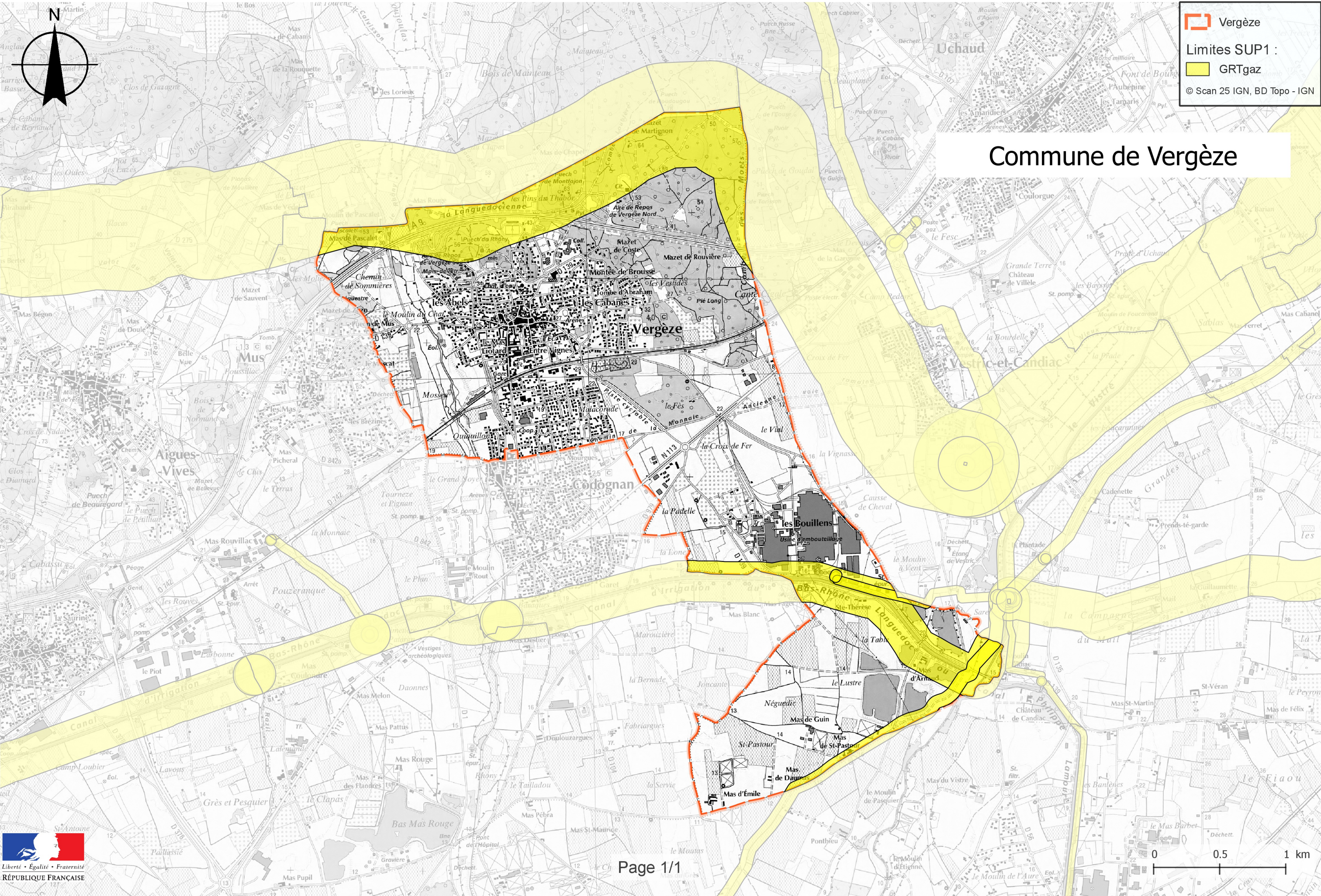
Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de **Vergèze**, le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur général de GRTgaz.

Le préfet

Pour le Préfet,  
le secrétaire général

François LALANNE

(1) La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de la préfecture du Gard, et de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Occitanie, ainsi que dans l'établissement public compétent ou la mairie de la commune concernée.





**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Service national d'Ingénierie aéroportuaire**

« Construire ensemble, durablement »

SNIA Sud-Ouest

Bureau Instruction des Servitudes Aéronautiques

Mérignac, le 31 mars 2021

**D.D.T.M. du Gard**

Mme Lorie LAHONDES

Par courriel :

**Nos réf. : N° 481**

**Vos réf. :** courriel du 4 mars 2021

**Affaire suivie par :** Raphaëlle INSA

**[snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr)**

**Tél. :** 05 57 92 81 54

[ddtm-suh-urba@gard.gouv.fr](mailto:ddtm-suh-urba@gard.gouv.fr)

**Objet :** PLU – Vergèze (30)

Par courrier cité en référence, vous nous informez que la commune de Vergèze a prescrit la révision ou élaboration de son plan local d'urbanisme.

Dans le cadre du Porter à Connaissance, vous nous demandez de bien vouloir vous communiquer les documents ou informations, dans le domaine de notre compétence, qui pourraient être pris en compte dans l'élaboration de ce document.

Je vous informe que la commune de Vergèze est uniquement concernée par **les servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7)** :

En application des dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990, **à l'extérieur** des zones grevées par la servitude aéronautique de dégagement (T5), est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, l'établissement des installations dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau :

- a) est supérieure à 50 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) est supérieure à 100 mètres dans les agglomérations.

Sont considérées comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

**Le service gestionnaire** de cette servitude est : [snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr)

Cette servitude doit être mentionnée dans la liste des servitudes d'Utilité Publique.

Pour information, il n'existe pas de plan matérialisant cette servitude. Cependant, s'appliquant sur tout le territoire de la commune, elle peut, par exemple, apparaître dans la légende du plan des Servitudes d'Utilité Publique comme suit :

<b>T7</b>	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières	ensemble de la commune
-----------	---	------------------------

Le Chef du SNIA Sud-Ouest

**Christian Bérastegui-Vidalle**

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

NOR: IOCG0805454D

Décret du 18 MAR. 2008

fixant l'étendue des zones et les servitudes applicables au voisinage de centres radioélectriques pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et de la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi,

Vu le code des postes et des communications électroniques, notamment ses articles L.57 à L.62 et L.64 et ses articles R.27 à R.38 instituant des servitudes et obligations pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques,

Vu l'arrêté du 21 août 1953 établissant la liste et les caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectriques,

Vu l'arrêté du 16 mars 1962 donnant la liste et les caractéristiques des installations électriques dont la mise en exploitation sur l'ensemble du territoire est soumise à autorisation préalable,

Vu l'arrêté du 25 octobre 2006 classant en 2<sup>ème</sup> catégorie les centres de :

ALES (Gard, n° ANFR : 030 014 0007), VENEJAN (Gard, n° ANFR : 030 014 0061), NIMES (Gard, n° ANFR : 030 014 0062), NIMES (Gard, n° ANFR : 030 014 0063), UCHAUD (Gard, n° ANFR : 030 014 0064), ESTEZARGUES (Gard, n° ANFR : 030 014 0065), FONTANES (Gard, n° ANFR : 030 014 0066), BEAUCAIRE (Gard, n° ANFR : 030 014 0067), VILLENEUVE-LES-AVIGNON (Gard, n° ANFR : 030 014 0068), BROUZET-LES-ALES (Gard, n° ANFR : 030 014 0070), NIMES (Gard, n° ANFR : 030 014 0071),

Vu l'avis de l'agence nationale des fréquences en date du 30 juillet 2007,



## **Décète :**

### **Article 1**

Sont approuvés les plans ci-joints, fixant les limites de la zone de protection et de la zone de garde, instituées autour de chacun des centres radioélectriques de :

ALES (Gard, n° ANFR : 030 014 0007), VENEJAN (Gard, n° ANFR : 030 014 0061), NIMES (Gard, n° ANFR : 030 014 0062), NIMES (Gard, n° ANFR : 030 014 0063), UCHAUD (Gard, n° ANFR : 030 014 0064), ESTEZARGUES (Gard, n° ANFR : 030 014 0065), FONTANES (Gard, n° ANFR : 030 014 0066), BEAUCAIRE (Gard, n° ANFR : 030 014 0067), VILLENEUVE-LES-AVIGNON (Gard, n° ANFR : 030 014 0068), BROUZET-LES-ALES (Gard, n° ANFR : 030 014 0070), NIMES (Gard, n° ANFR : 030 014 0071),

### **Article 2**

La zone de protection est définie par le tracé en BLEU, la zone de garde est définie par le tracé en JAUNE.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R 30 du code des postes et des communications électroniques.

Dans la zone de protection radioélectrique, il est interdit aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre.

Dans la zone de garde radioélectrique, il est interdit de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre ou d'apporter des modifications à ce matériel, sans l'autorisation de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

### Article 3

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi, sont chargées chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

18 MAR. 2008

François FILLON

Par le Premier ministre :

La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

Michèle ALLIOT-MARIE

La ministre de l'économie, des finances et de l'emploi

Christine LAGARDE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

*Secrétariat Général*

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

*Cellule d'Ingénierie et de Servitudes  
Section Servitudes*

**MEMOIRE EXPLICATIF**

Concernant le projet d'établissement de servitudes radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques au bénéfice du centre de :

**UCHAUD/PUECH LA CABANE (Gard), n° ANFR : 030 014 0064**

Dossier	Commentaires
<p>1 – <u>Emplacement du centre.</u></p> <p>Département du Gard Commune de UCHAUD Lieu dit PUECH LA CABANE Coordonnées géographiques Longitude : 004°E15'17",50 Latitude : 43°N45'18",60 Altitude : 60 mètres NGF</p>	<p>Les coordonnées géographiques sont exprimées en degrés, minutes et secondes (WGS84). La longitude est comptée à partir du méridien origine de Greenwich.</p>
<p>2 – <u>Nature du centre.</u></p> <p>Classement du centre en 2<sup>ème</sup> catégorie</p> <p>Arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 25 octobre 2006.</p>	<p>Station de terre du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.</p>
<p>3 – <u>Rappel des textes établissant les servitudes.</u></p> <p>Les servitudes qui font l'objet du présent projet seront établies conformément aux dispositions du code des postes et des communications électroniques (art. L 57 à L 62 et art. R 27 à R 38).</p>	

Dossier	Commentaires
<p>4 – <u>Etendue et nature des servitudes projetées.</u></p> <p>4a – Limites de la zone de protection.</p> <p>Il sera créé autour du centre une zone de protection radioélectrique de 1500 mètres dont les limites sont figurées en BLEU sur les plans joints.</p> <p>4b – Limites de la zone de garde.</p> <p>A l'intérieur de la zone de protection, il sera créé une zone de garde radioélectrique de 500 mètres dont les limites sont figurées en JAUNE sur les plans joints.</p> <p>4c- Interdiction.</p> <p>Dans la zone de protection radioélectrique, il est interdit aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre.</p> <p>En outre, dans la zone de garde radioélectrique, il est interdit de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre ou d'apporter des modifications à ce matériel, sans l'autorisation du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.</p>	<p>Service à consulter seulement pour demande de dérogation :</p> <p style="text-align: center;">MONSIEUR LE PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE SUD S.Z.S.I.C. 37, BOULEVARD PERIER 13008 MARSEILLE</p> <p>Tél. : 04 99 13 73 96 04 95 05 92 84</p>

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Secrétariat Général  
D.S.I.C. / C.I.S.

PREFECTURE DE LA HAUTE GARONNE  
PLACE SAINT ETIENNE  
31038 TOULOUSE CEDEX

Service à consulter seulement pour demande  
de dérogation

MONSIEUR LE PREFET  
DE LA ZONE DE DEFENSE SUD  
S.Z.S.I.C.  
37, boulevard Perier  
13008 MARSEILLE

### Station hertzienne de UCHAUD/PUECH LA CABANE

STATION : UCHAUD/PUECH LA CABANE  
PUECH LA CABANE

UCHAUD  
N° ANFR : 030 014 0064

Coordonnées géographiques (WGS-84)

— longitude : 004E1517.50  
— latitude : 43N4518.60  
— altitude : 60.00 m NGF

Caractéristiques techniques : — pylône de 24.00 m  
— antenne à 78.00 m NGF

Servitudes de protection contre les perturbations électromagnétiques

- 1 zone de garde de 500 mètres de rayon
- 1 zone de protection de 1500 mètres de rayon

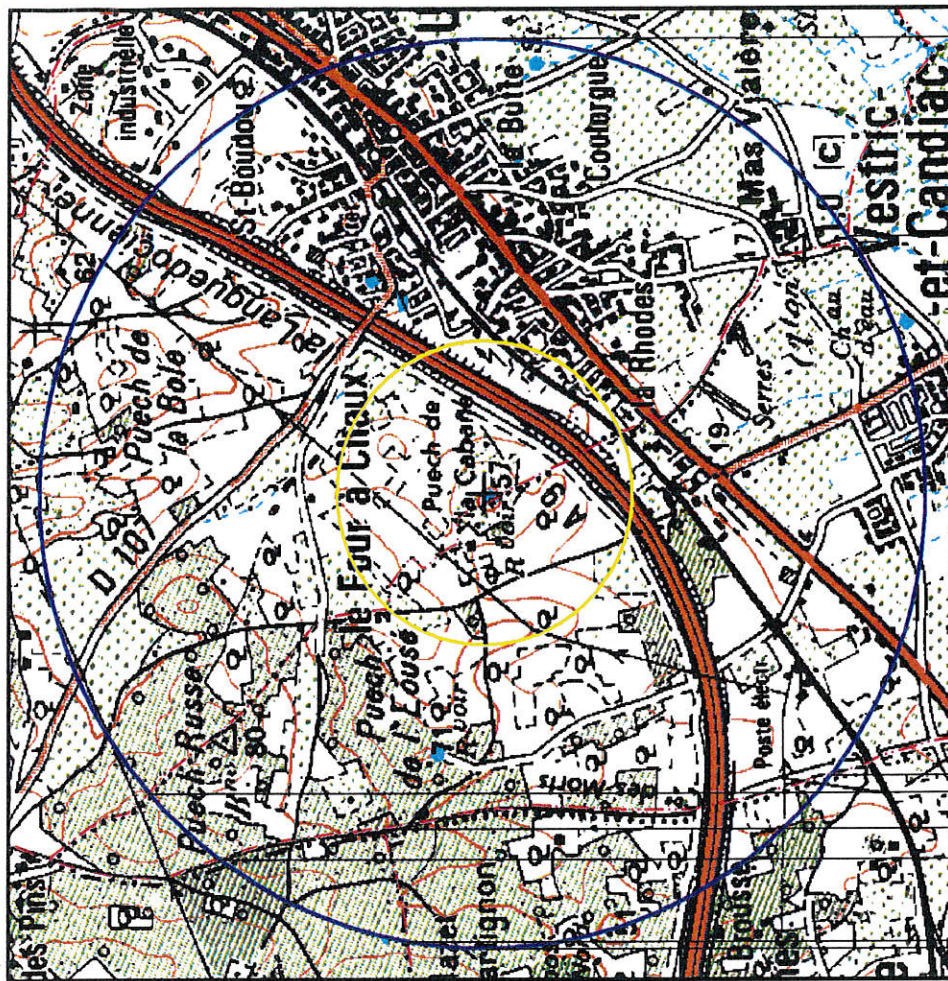
DEPARTEMENTS ET COMMUNES GREVES DE SERVITUDES

GARD (30)

- BOISSIERES
- UCHAUD
- VERGEZE
- VESTRIC ET CANDIAC

PLAN n 30-010-PT1 du 25 avril 2006

— échelle d'entrée : 1:50000  
— échelle de sortie : 1:25000  
— limite administrative : - - - - -



UCHAUD

VESTRIC ET CANDIAC

GARD

BOISSIERES

VERGEZE





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU GARD

Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer

Nîmes, le 29 7 JUIL. 2017

Service Eau et Inondation  
Unité Risques Inondation

Affaire suivie par : Mathieu Bourgoïn  
Tél : 04.66.62.63.70  
Courriel : mathieu.bourgoïn@gard.gouv.fr

**ARRETE N° 30-2017-07-17-017**

portant approbation d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi)  
sur la commune de VERGEZE

**Le Préfet du Gard**  
**Chevalier de la Légion d'honneur**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels ;

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.126-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2010-349-0029 du 15 décembre 2010 portant révision partielle du Plan de Prévention des Risques « Le Rhony », approuvé par arrêté préfectoral du 02 avril 1996, sur la commune de VERGEZE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 30-2016-10-11-020 du 11 octobre 2016 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de Plan de Prévention des Risques Inondation de la commune de VERGEZE;

**Vu** l'avis favorable avec réserves du Conseil Municipal de la commune de VERGEZE, en date du 28 septembre 2016 ;

**Vu** l'avis réputé favorable du Centre Régional de la Propriété Forestière Languedoc-Roussillon ;

**Vu** l'avis défavorable de la Chambre d'Agriculture du Gard, en date du 13 octobre 2016 ;

**Vu** l'avis réputé favorable du Conseil Départemental du Gard ;

**Vu** l'avis réputé favorable du Conseil Régional Midi Pyrénées Languedoc Roussillon ;

**Vu** l'avis réputé favorable du Schéma de Cohérence Territoriale du Sud Gard;

**Vu** l'avis non réglementaire favorable avec réserves de la communauté de communes Rhony Vistre Vidourle, en date du 20 octobre 2016 ;

**Vu** le rapport et les conclusions de la commission d'enquête en date du 27 février 2017 et l'additif au rapport de la commission d'enquête en date du 3 mars 2017 ;

**Vu** le rapport du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard du 30 juin 2017 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard,

## **ARRETE**

### **Article 1er :**

Le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) de la commune de VERGEZE est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Il emporte révision partielle du Plan de Prévention des Risques « Le Rhony » approuvé par arrêté préfectoral le 02 avril 1996 en tant qu'il l'annule et le remplace sur la commune de VERGEZE ;

### **Article 2 :**

Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un résumé non technique,
- un règlement,
- le zonage réglementaire,
- des annexes: cartes d'aléa et de la crue de référence, rapport hydraulique et ses annexes

Il est tenu à la disposition du public dans les locaux :

- de la Mairie de VERGEZE,
- de la Préfecture du département du GARD,
- de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard.

### **Article 3 :**

Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- la commune de VERGEZE,
- la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie,
- la Direction Générale de la Prévention des Risques du Ministère en charge de la Transition Écologique et Solidaire ;

### **Article 4 :**

Une copie du présent arrêté sera affichée en Mairie de VERGEZE pendant au moins un mois à partir de la date de réception de la notification du présent arrêté et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal MIDI-LIBRE.

**Article 5 :**

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

**Article 6 :**

En application de l'article L.562-4 du Code de l'Environnement, le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles approuvé vaut servitude d'utilité publique. À ce titre, le Maire devra annexer le présent PPRi au document d'urbanisme de la commune, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, 16, Avenue Feuchères CS 88010 – 30941 Nîmes Cedex 9, dans un délai de 2 mois à compter de l'exécution des formalités de publicité.

**Article 8 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gard, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard et Monsieur le Maire de VERGEZE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,



Didier LAUGA

